



# REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [ Collectif révolution permanente en France ]

## Front unique ouvrier contre Macron, Barnier et Le Pen !



### Israël, bas les pattes devant Gaza, le Liban et l'Iran !

- Contexte international et dette publique française p. 7
- La rentrée scolaire et universitaire p. 9
- Non à la sélection à l'université ! p. 10
- Motion du congrès Occitanie ouest du SNTRS-CGT p. 11
- Construire les jeunesses communistes internationalistes p. 12
- Les rencontres d'été du NPA-R p. 16
- Quand le NPA-AC évoque les comités de soldats p. 17
- Des émeutes racistes en Grande-Bretagne p. 18
- Les femmes afghanes sous le joug p. 19
- Pour un gouvernement ouvrier et paysan au Bangladesh p. 21
- Les commémorations de la Commune de Paris p. 25
- ABC du marxisme la constitution p. 28



2273-8762



# Fin du génocide sioniste à Gaza ! Arrêt de la guerre sioniste au Liban !

Nétanyahou, tout en poursuivant le génocide à Gaza et l'extension de la colonisation sioniste en Cisjordanie, étend la guerre au Liban. Qui peut croire qu'il s'agit de libérer les otages israéliens ?

Macron s'est rendu récemment au siège des Nations-Unies (ONU). Son discours omet la colonisation antérieure du Liban et de la Syrie par la France et la colonisation présente de la plus grande partie de la Palestine par Israël. L'histoire débute le 7 octobre 2023, par une « attaque terroriste » contre laquelle Israël n'aurait fait que « se défendre ».

*Nous condamnons avec fermeté l'attaque terroriste terrible et sans précédent décidée et menée par le Hamas contre Israël le 7 octobre... Nous pleurons ici les victimes de l'attaque du Hamas du 7 octobre dernier, parmi lesquels 48 citoyens français. Israël, face à cette attaque terroriste, a le droit légitime de protéger les siens et d'enlever au Hamas les moyens de l'attaquer à nouveau. (Macron, 25 septembre)*

Mais l'aile cléricale et antisémite de la bourgeoisie palestinienne, le Hamas, n'a-t-elle pas été favorisée autrefois par Israël pour affaiblir l'ancienne direction de la résistance, l'OLP ?

Pour autant, les puissances impérialistes n'ont aucun intérêt, actuellement, à ce qu'Israël déclenche une guerre au Proche-Orient.

*La Chine soutient fermement le Liban dans la sauvegarde de sa souveraineté, de sa sécurité et de sa dignité nationale, (Wang, ministre chinois des Affaires étrangères, 23 septembre)*

*Une guerre généralisée au Liban n'est dans l'intérêt de personne. (Biden, 24 septembre)*

*Nous agissons pour empêcher une explosion régionale. C'est pourquoi nous appelons avec force Israël à cesser l'escalade au Liban et le Hezbollah à cesser les tirs vers Israël. (Macron, 25 septembre)*

Mais le Hezbollah, n'a ni bombes de 900 kg, ni satellites espions ni avions militaires. Il y a encore moins d'égalité entre un peuple opprimé comme les Palestiniens et un État colonial comme Israël. Il a été fondé par des terroristes : Haganah travailliste, Irgoun raciste, Stern-Lehi fasciste. La bourgeoisie sioniste déchaîne aujourd'hui un terrorisme d'État dans les territoires palestiniens, en Iran, en Syrie, au Liban.

*Israël étend le terrorisme d'État de Gaza et de la Cisjordanie au Liban... Qui a eu la terrible idée de placer des explosifs dans des engins qui mutilent les corps des victimes ? C'est prémédité. Le but était-il de crever les yeux, de castrer les gens, de démembrer les intestins ou de couper une main ? (Michael, Haaretz, 24 septembre)*

L'état-major israélien prépare depuis des années une troisième guerre au Liban. Les 17 et 18 septembre, les

services secrets y déclenchent plus de 100 attentats, faisant exploser des bipéteurs de membres du Hezbollah, tuant 52 personnes, en mutilant 3 400 autres, dont l'ambassadeur d'Iran. Depuis le 19, l'aviation israélienne bombarde systématiquement le sud et la capitale Beyrouth, causant déjà plus de 600 morts (dont 50 enfants), 1 835 blessés, 500 000 déplacés.

Tout en continuant d'équiper l'armée sioniste, les gouvernements américain et français quémandent un cessez-le-feu temporaire. Les Palestiniens ne peuvent pas compter sur l'ONU qui a légitimé la colonisation et décidé la partition de la Palestine en 1947, qui a édité des dizaines de résolutions inopérantes, qui renvoie depuis octobre 2023 dos-à-dos le Hamas et Nétanyahou, qui met maintenant à égalité le Hezbollah et Israël.

Le Hezbollah n'a assuré qu'un soutien symbolique en tirant quelques roquettes. Le régime islamiste d'Iran n'a même pas vraiment riposté aux attentats terroristes répétés d'Israël sur son territoire. Terrifié par la menace israélienne, il cherche l'appui des puissances impérialistes.

*Si une guerre plus importante devait éclater au Proche-Orient, cela ne bénéficierait à personne dans le monde. (Pezeshkian, 23 septembre)*

Quant au gouvernement de Turquie, il poursuit la fourniture de pétrole puisé en Azerbaïdjan à Israël.

La solution repose sur la mobilisation des travailleurs des pays impérialistes pour un embargo sur les armes et pour la destruction de leur propre État bourgeois, sur la mobilisation des travailleurs (arabes, turcs, perses, kurdes, juifs) de la région pour renverser l'État colonial, pour instaurer une Palestine unie, démocratique, laïque et bilingue dans le cadre de la fédération socialiste du Proche-Orient.

En France, la première tâche de solidarité envers les Palestiniens et les Libanais est d'empêcher l'envoi d'armement français et d'interrompre toute collaboration militaire avec Israël.

Front unique des syndicats et partis qui se réclament des travailleurs : Blocage par le mouvement ouvrier des livraisons d'armes à Israël ! À bas Macron-Barnier-Retailleau, non à Le Pen-Bardella-Ciotti ! Abrogation du délit d'apologie du terrorisme ! Annulation de toutes les poursuites contre les militants propalestiniens ! Libération de Georges Abdallah ! Non à l'invasion du Liban ! Cessez le feu immédiat et sans condition ! Fin des bombardements du Liban ! Retrait des troupes sionistes de la bande de Gaza et de Cisjordanie ! Libération des 10 000 otages palestiniens prisonniers d'Israël ! Droit au retour des réfugiés !

27 septembre 2024

# La France, 51 jours sans gouvernement

Il a fallu 51 jours pour que Macron nomme Barnier premier ministre le 5 septembre. Sorti ébréché des élections européennes, puis des législatives, Macron peut bien prendre son air bravache sur le perron de l'Élysée, il est affaibli et ce long délai en est une preuve.

## Pas un jour, l'État bourgeois n'a cessé de fonctionner... et de réprimer

Certes, sans gouvernement, l'État ne s'est pas effondré. L'État bourgeois belge a fonctionné sans gouvernement de juin 2009 à décembre 2010. Non seulement le gouvernement Macron-Attal est resté en place pour gérer les « affaires courantes », mais les dirigeants effectifs, pratiques de l'appareil d'État qui ne dépendent pas des élections (l'état-major de l'armée, la haute magistrature et les hauts fonctionnaires moulés à l'ENA, inventée sous Vichy) ont assuré le maintien de l'ordre bourgeois.

*Les ministres changent, la bande des quatre hauts fonctionnaires Alexis Kohler, Emmanuel Moulin, Bertrand Dumont et Jérôme Fournel reste au pouvoir. (Le Monde, 23 septembre)*

Les militants propalestiniens ont continué à être arrêtés et traduits en justice, la répression des militants kanaks s'est poursuivie en Nouvelle-Calédonie et des renforts de gendarmerie ont été dépêchés en Martinique pour démanteler les barrages contre la vie chère avant que le nouveau conseil des ministres se réunisse.

Mais les capitalistes étaient privés depuis plus de deux mois de leur conseil d'administration, celui qui arbitre entre leurs différentes fractions, qui définit les lignes de force pour défendre leurs intérêts à l'international et organiser en interne les mesures indispensables pour assurer la bonne marche des affaires.

*Les chefs d'entreprise sont inquiets, il ne faudrait pas les rendre fébriles avec un flou politique qui dure trop longtemps, et puis surtout, une offre politique, des décisions politiques inappropriées au regard de nos intérêts économiques... On a besoin de visibilité et puis surtout, qu'on ne vienne pas nous matraquer par des mesures législatives totalement inappropriées au regard de cette situation économique... (Patrick Martin, président du Medef, France Inter, 26 août)*

Surtout, la bourgeoisie française, qui est socialement très minoritaire, a besoin que son État reste légitime aux yeux de la majorité des classes exploitées et subalternes : la classe ouvrière, la petite bourgeoisie des travailleurs indépendants, la petite bourgeoisie salariée de l'encadrement et des forces de répression.

## Même affaibli, Macron a écarté le Nouveau Front populaire

Le président avait vite écarté Castets, présentée par le NFP (le bloc du PS, de FLI et du PCF avec le parti bour-



geois Les Écologistes) malgré ses 193 députés (loin des 289 de la majorité absolue), malgré toutes les assurances qu'elle avait donné de rechercher des compromis.

Après avoir bénéficié des votes, retraits et désistements des partis ouvriers (PS, PCF, LFI) dans le cadre du front républicain, les principaux partis bourgeois ont bien évidemment renvoyé le NFP sur la touche, tapant d'abord sur LFI, puis écartant tout gouvernement du NFP, même sans LFI.

Avec le rapport des forces sociales en présence, la bourgeoisie n'a pas l'absolue nécessité de jouer la carte du front populaire.

En 1936, c'est la grève générale déclenchée spontanément après les élections qui contraint le gouvernement de Front populaire à lâcher deux semaines de congés payés et la semaine de 40 heures, ces concessions lui permettant de reprendre la main sur la grève et d'éviter la révolution.

En 1944, c'est l'armement du peuple qui a obligé le gouvernement de « front républicain » à faire des concessions sur la sécurité sociale, l'enseignement professionnel, etc.

## La tentative de mettre sur pied un gouvernement de Front républicain sans « les extrêmes » a tourné court

Macron a ensuite essayé, dans la foulée du front républicain, de trouver une majorité allant du PS ou d'une partie de PS en passant par Les Écologistes, Ensemble, le MoDem, Horizons, etc. jusqu'aux débris du gaullisme (LR), permettant d'écartier le RN et LFI. Il n'y est pas parvenu, même en avançant l'hypothèse Cazenueve, ancien ministre de l'intérieur, puis premier ministre de Hollande, un socialiste à la Jules Moch, défenseur de l'ordre et de la police contre les manifestants.

La manœuvre, relayées par une puissante campagne médiatique, a échoué, malgré quelques tentations chez les caciques du PS, pour la simple raison qu'accepter de s'associer à Macron, désormais Jupiter décati, c'est se griller alors que de prochaines législatives avant un an sont plus que probables, sinon une élection présidentielle anticipée.

25 septembre 2024

# Front unique ouvrier contre la persécution des immigrés et contre l'austérité !

## Un gouvernement qui correspond au déplacement mondial vers la religion, la xénophobie et la restriction des libertés

Macron, qui prétendait dépasser les vieux partis, a fini par désigner Barnier, issu de LR réduit désormais à 43 députés, ce vieux cheval de retour, ancien ministre de Sarkozy, catholique réactionnaire bon teint. Selon un média sioniste, Barnier se serait rendu deux fois en Israël en un an, sans un mot sur le massacre des civils de Gaza.

*Lors de visites en Israël en octobre 2023, puis en février 2024, Barnier a exprimé son émotion face aux témoignages des survivants des attaques du 7 octobre. (i24News, 5 septembre 2024)*

Macron, qui prétendait éliminer le RN du jeu politique, l'a placé au centre en négociant en coulisse que Le Pen ne le censurerait pas illico presto. La survie du gouvernement est précaire car elle est conditionnée au respect des exigences du RN, notamment contre l'immigration et pour le renforcement de la police. Il a fallu à Barnier quinze jours pour parvenir à constituer un gouverne-

ment, le 21 septembre. L'accouchement a été difficile et son espérance de vie incertaine.

*Le 24 septembre, sur « France Inter », le nouveau ministre de l'économie, Antoine Armand a exclu de travailler avec les députés du groupe de Marine Le Pen (qui constitue le premier groupe avec ses 126 députés) pour la préparation du budget 2025, voulant limiter ses échanges à ceux de « l'arc républicain Michel Barnier a contacté son ministre... Marine Le Pen et Michel Barnier se sont entretenus au téléphone et, dans la foulée, Bercy a publié un communiqué en forme de rétropédalage. (Les Échos, 24 septembre)*

Sans majorité, ce gouvernement est sous la menace de motions de censure, pour autant que celles-ci soient votées en même temps par le RN et le NFP. L'ex-NUPES avait déjà mêlé ses voix à celles du RN, notamment lors du vote de la motion de censure présentée par LIOT le 20 mars 2023.

Aujourd'hui, la compromission est plus difficile, après avoir vanté les mérites du front républicain pour faire barrage au RN. Barnier n'a d'ailleurs trouvé aucun volontaire du NFP, malgré des démarchages pressants, pour monter sur ce Titanic. Il s'est rabattu sur un ex du PS, Migaud, partisan de toujours des économies budgétaires, promu ministre de la justice en récompense de son dévouement. Hormis ce colifichet, le gouvernement de 39 membres comprend 18 ministres de la coalition macroniste et 10 LR, sortis par les urnes et rentrés par la fenêtre.

## Un projet de budget 2025 de combat contre la classe ouvrière

Limiter le déficit budgétaire à 3 % du PIB, non plus d'ici à 2027, comme prévu initialement, mais d'ici 2029, supposera de trouver, en l'état actuel, environ 120 milliards d'euros de réduction de dépenses ou de recettes supplémentaires sur 5 ans, soit presque 25 milliards par an. Barnier a assuré le 21 septembre sur *France 2* ne pas vouloir augmenter les impôts « *ni sur les gens les plus modestes, ni sur les gens qui travaillent, ni sur les classes moyennes* ». Il faut donc comprendre que les retraités seront sans doute mis à contribution, ainsi que les salaires des cadres.

Il a par ailleurs évoqué la piste de prélèvements ciblés sur « *les personnes les plus fortunées* » et sur certaines grandes entreprises. Mais que les capitalistes se rassurent : la flat tax sur les revenus des capitaux mobiliers, dividendes, revenus fonciers, restera sans doute à 30 %, quels que soient les montants des revenus alors qu'elle pouvait atteindre 60 % avant 2018, ou bien ne sera modifiée qu'à la marge, et la baisse de l'impôt sur

## RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste  
section française du Collectif révolution permanente  
Directeur de publication : Étienne Valyi. Imprimé par le GMI

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 15 euros pour 1 an (5 numéros)  
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP  
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP  
AGECA service BP  
177 rue de Charonne  
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol,  
français, turc : [revoluclonpermanente.com](http://revoluclonpermanente.com)  
Site de l'EKIB/Turquie : [patronsuzdunya.com](http://patronsuzdunya.com)  
Site du GKK/Autriche : [klassenkampf.net](http://klassenkampf.net)  
Site du GMI/France : [groupemarxiste.info](http://groupemarxiste.info)  
Site de l'IKC/État espagnol : [www.lkirklo.org](http://www.lkirklo.org)

les sociétés passé de 55,3 % à 25 % depuis 2018 ne bougera sans doute pas non plus, car les adversaires du « *matraquage fiscal* » sont au gouvernement !

L'essentiel des économies devrait donc être du côté de la réduction des dépenses publiques. Le détail des coupes sombres n'est pas encore connu à ce jour, mais des pistes sont avancées. Par exemple, un rapport de l'inspection générale des finances et de l'inspection générale de l'éducation paru opportunément début septembre envisage, du fait de la baisse des effectifs d'élèves attendus dans les prochaines années, une diminution du nombre de postes d'enseignants qui pourrait atteindre, avec les fermetures de classes et regroupements, jusqu'à la fermeture de 1 925 écoles et la suppression de 4 900 postes d'enseignants en primaire ainsi que la fermeture de 55 collèges et la suppression de 900 postes d'enseignants dans le secondaire.

De même, alors que la situation est de plus en plus difficile dans les hôpitaux, Barnier en visite à l'hôpital Neckler le 7 septembre a prévenu les soignants qui réclamaient des infirmiers et des médecins qu'« *on ne va pas faire des miracles* », puis il a déclaré qu'on pouvait « *faire des économies en travaillant sur l'efficacité de la dépense à l'hôpital* », la vieille antienne reprise en boucle depuis des années pour justifier les fermetures de services. Assurément des économies pourraient facilement être trouvées dans les dépenses publiques, comme les 2,5 milliards versés en 2021 par l'État aux cabinets privés de « conseils en stratégie », ou bien encore avec la réduction au niveau du salaire moyen des émoluments des députés et sénateurs, mais de cela il ne sera pas question.

## Ordre policier et chasse aux migrants

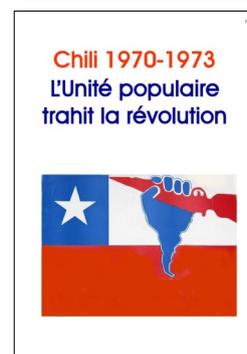
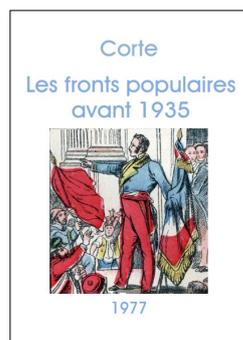
Retailleau, ancien partisan de de Villiers, ancien adjoint de Fillon, président des sénateurs LR jusqu'à sa nomination comme ministre de l'intérieur, incarne un des objectifs affichés par Barnier, pour qui « *les frontières sont des passoires* » : maîtriser l'immigration. Retailleau défend soit une nouvelle loi, soit des mesures réglementaires prises par décret, contre les émigrés et réfugiés, reprenant tous les dispositifs de la loi sur l'immigration avec notamment la suppression de prestations sociales octroyées aux étrangers, le durcissement des règles autorisant le regroupement familial, la réduction de l'aide médicale d'État en simple aide médicale d'urgence, etc. « *Rétablir l'ordre, rétablir l'ordre, rétablir l'ordre* » a martelé Retailleau le 23 septembre lors de la passation de pouvoirs. Lui qui milite pour instaurer une présomption de légitime défense en faveur des forces de l'ordre ayant fait usage de leurs armes a ajouté « *Honte à ceux qui distillent dans leurs discours la haine vis à vis de nos forces de l'ordre... Je ne tolérerai aucune offense physique et verbale contre les forces de l'ordre* ». Les manifestants sont prévenus...

## Réformistes et chefs syndicaux refusent d'organiser le combat réel contre Macron Barnier

Paradoxalement, c'est donc un gouvernement sans majorité, menacé de censure sur sa droite et sur sa gauche, qui s'apprête à mettre en oeuvre des attaques très importantes contre les travailleurs, les services publics, les libertés démocratiques.

Du côté des partis réformistes, on ne voit de salut que dans l'alliance NFP avec LE (ex-EELV) et dans le « front républicain » (incluant Renaissance, MoDem, LIOT, Horizons, LR), que dans le jeu parlementaire, le dépôt de motions de censure, qui ne seront en réalité soumises pour leur adoption qu'au bon vouloir du RN, lequel décidera quand l'occasion lui sera la plus favorable pour avancer vers la conquête du pouvoir. Rester dans le cadre parlementaire, c'est se condamner à la montée inexorable du RN. LFI a enclenché de son côté une procédure constitutionnelle de destitution de Macron. C'est une imposture. Non seulement parce qu'elle n'a aucune chance d'aboutir, mais surtout parce qu'elle tient lieu et place d'un appel au front unique, à la mobilisation générale de toute la classe ouvrière pour renverser le gouvernement et chasser Macron et Barnier, empêcher Le Pen et Bardella de les remplacer, supprimer la présidence et le Sénat, mettre en place un gouvernement des travailleurs.

Les chefs syndicaux, quant à eux, se disposent pour continuer le « dialogue social » que Barnier appelle de ses vœux. Le 25 septembre, tous les chefs confédéraux se



# 1<sup>er</sup> octobre : toutes les raisons de se mobiliser

LUTTE OUVRIÈRE, 27 SEPTEMBRE  
RÉVOLUTIONNAIRES, 26 SEPTEMBRE  
SOUTIENNENT LA JOURNÉE D'ACTION



succèdent à la convocation de Barnier. Binet dit continuer à réclamer l'abrogation de la contre-réforme des retraites, mais réclame en même temps au gouvernement une conférence sur les retraites « pour que les syndicats puissent présenter leurs propositions de financement ».

*La secrétaire générale de la CGT a été reçue à Matignon. Il s'agit de se faire entendre avec force face à un gouvernement très à droite... La centrale de Montreuil propose également une conférence de financement pour nos retraites. (L'Humanité, 25 septembre)*

Le premier ministre LR accepte seulement de bricoler à la marge : « Je veux faire confiance aux partenaires sociaux pour améliorer cette loi » (Barnier, 22 septembre). L'appel à la journée de grève du 1<sup>er</sup> octobre prétend que ce gouvernement va les écouter.

*Nos organisations syndicales et de jeunesse appellent à manifester et à faire grève pour qu'enfin les urgences sociales, exprimées dans les mobilisations comme dans les urnes, soient entendues !... Nous pouvons donc maintenant gagner l'abrogation de la réforme des retraites. (CGT, FSU, SUD..., Communiqué intersyndical, 12 septembre)*

Le président a fixé le cap, ne pas abroger la loi. Il est aidé par le Conseil d'orientation des retraites (dans lequel siègent CFDT, CGT, FO, UNSA, FSU...) qui affirme en juin qu'elle sera insuffisante.

## Pour un programme d'action de la classe ouvrière

Ce qui manque pour vaincre, c'est une perspective politique, une organisation révolutionnaire, un programme d'action révolutionnaire.

L'urgence est de dresser la force de la classe ouvrière contre Macron et Barnier, contre Le Pen et Ciotti, contre le patronat : assemblées générales sur les lieux

de travail, d'étude et de vie pour débattre démocratiquement et décider, pour organiser l'autodéfense des luttes, l'élection de comités révocables par les assemblées générales, la coordination et la centralisation des comités à l'échelle locale, régionale et nationale.

Abrogation des mesures Macron contre les retraites et les chômeurs, annulation de toutes les mesures Macron contre le droit à la formation et contre les travailleurs de l'enseignement public !

Augmentation des salaires et des prestations sociales, échelle mobile des salaires et des prestations sociales !

Ni concertation, ni négociation des plans réactionnaires ! Sortie des syndicats de salariés du Conseil économique, social et environnemental, du Conseil d'orientation des retraites, du Conseil supérieur de l'éducation, du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, des conseils d'administration des groupes capitalistes !

Fin des niches fiscales, suppression des cotisations salariales et des impôts sur la consommation populaire, impôt fortement progressif sur les revenus et sur le patrimoine, sous contrôle populaire !

Expropriation des groupes capitalistes sous contrôle de leurs travailleurs et de la population !

Abrogation des lois contre l'immigration, ouverture des frontières aux réfugiés, aux travailleurs et aux étudiants !

Libération des militants kanaks, indépendance de la Nouvelle-Calédonie !

Suppression du délit d'apologie du terrorisme, abandon de toutes les poursuites et annulation de toutes les condamnations à l'encontre des militants palestiniens, arrêt des fournitures d'armes à Israël !

Licenciement de l'armée de métier et des corps de répression, armement du peuple !

À bas Macron et Barnier, abolition de la 5<sup>e</sup> République ! Gouvernement ouvrier fondé sur les comités de base, États-Unis socialistes d'Europe !

25 septembre 2024



Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 20 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP  
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville.....

Adresse électronique .....@.....

# Le contexte capitaliste international et la dette publique française

## La dégradation des perspectives économiques

La guerre en Ukraine et le budget militaire français (qui ne souffre jamais de l'austérité) bénéficient à l'industrie d'armements française mais les perspectives globales s'assombrissent.

*Malgré une amélioration à court terme, les perspectives mondiales restent modestes par rapport aux normes historiques. En 2024-2025, la croissance devrait être inférieure à la moyenne des années 2010 dans près de 60 % des économies, représentant plus de 80 % de la population mondiale. Les risques baissiers sont prédominants, notamment la montée des tensions géopolitiques, la fragmentation accrue des échanges commerciaux et des taux d'intérêt plus élevés pendant une période prolongée, auxquels s'ajoute la menace de catastrophes climatiques.* (Banque mondiale, 11 juin 2024)

Le capitalisme est inévitablement cyclique. La phase d'expansion mondiale de 2020 semble s'essouffler. Si les prix augmentent moins vite, la production et les échanges ralentissent. La baisse récente des taux directeurs de la plupart des grandes banques centrales (États-Unis, Chine, Union européenne, Grande-Bretagne) n'y changera rien : aux yeux des capitalistes, le crédit bon marché ne compense pas la baisse de la rentabilité.

La guerre économique que se livrent les deux principaux impérialismes, les États-Unis et la Chine, s'ajoute aux crises, aux contradictions économiques du capitalisme au stade impérialiste. Les EU, la Chine, l'Union européenne, le Japon, la Grande-Bretagne multiplient les entraves, taxations, interdictions de commercer avec des répercussions négatives sur les pays dominés et sur le capitalisme mondial. L'impérialisme chinois est victime d'une crise de l'immobilier, d'une crise de surproduction et d'une chute du taux de profit que les restrictions américaines aggravent. Les impérialismes européens sont pris en tenaille. Ceux qui vendaient en Chine comme l'impérialisme allemand voient leurs profits s'effondrer.

L'État chinois cherche en vain à relancer son capitalisme avec la panoplie keynésienne habituelle et n'hésite pas à inonder le marché mondial avec ses voitures électriques, ses éoliennes et ses panneaux solaires, ses machines-outils, vendus à moindre coût.

La politique de stimulation étatique est inefficace et le mercantilisme entraîne des mesures de rétorsion. Les gouvernements européens se divisent sur l'opportunité de taxer à 50 % les voitures électriques chinoises, selon leurs intérêts respectifs et la crainte de représailles. L'industrie automobile allemande est en crise, le groupe

Volkswagen prévient que des usines risquent de fermer et la prévision de croissance pour l'Allemagne en 2024 est désormais nulle.

L'Allemagne étant le premier client européen de la France, cela ne peut qu'avoir des répercussions pour le capitalisme français. Le taux d'investissement des entreprises baisse depuis mi-2023. Un ralentissement de la déjà très faible croissance en France signifierait pour la classe ouvrière une remontée du chômage. En juillet 2024, d'après les données de la Banque de France, le nombre de défaillances d'entreprises en cumulé sur l'année a dépassé les 63 000. Le cabinet Altares calcule que ce chiffre est au-dessus de la moyenne entre 2000 et 2010, en hausse de 23 %.

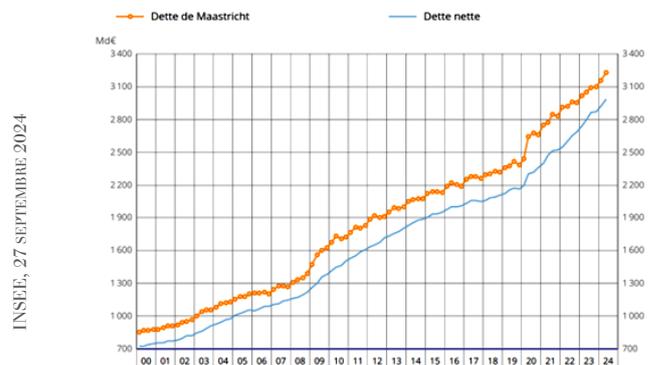
La menace d'une récession mondiale et l'intensification des rivalités inter impérialistes amènent chaque bourgeoisie, dans les pays impérialistes comme dans les pays dominés, à durcir ses attaques contre la classe ouvrière, contre tous les acquis sociaux, contre les services publics, contre la majorité de la petite-bourgeoisie. C'est la ligne des Macron Barnier !

## L'État bourgeois est obligé de limiter le déficit public

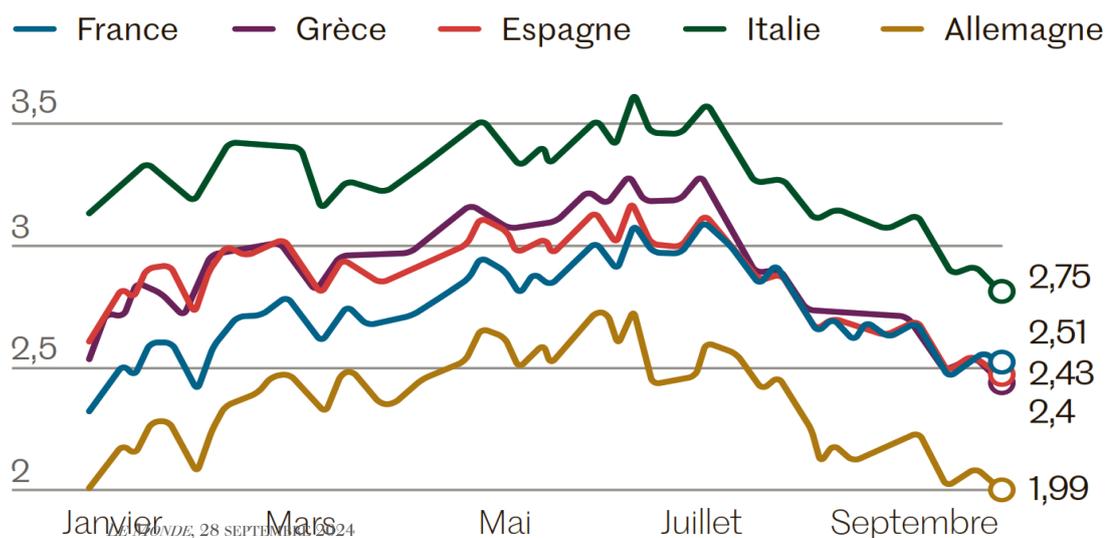
« La situation budgétaire du pays que je découvre est très grave » a déclaré Barnier le 18 septembre. Les prochains budgets de l'État et de la sécu devront donc s'attaquer au déficit réévalué à 6 % du PIB pour 2024.

Le chef de LFI considère que c'est un faux problème. En matière médicale, sous le charme du douteux Raoult, il préconisait en avril 2020 l'hydroxychloroquine. En matière économique, comme adepte du rebouteux lord Keynes, il croit que le déficit public est un moyen de stimuler le capitalisme, ce qui permettrait ensuite d'éponger la dette initiale. Parler d'un problème de dette publique ne serait donc qu'une manœuvre politique des « libéraux » et de « la droite ».

Dette au sens de Maastricht et dette nette



## Taux d'intérêt à 5 ans sur la dette en Europe



L'endettement public total (de l'État, des organismes sociaux, des collectivités locales, etc.), devrait atteindre 5 275 milliards d'euros en 2024, et couvrir 72,8 milliards de charges d'intérêts. Le taux d'intérêt d'emprunt à dix ans s'établissait à 2,93 % le 19 septembre, contre 2,91 % la veille, alors que le taux allemand était

à 2,20 %, contre 2,19 % la veille.

*Coucou le revoilà ! Un temps oublié l'épouvantail de la dette est de retour. La cause est qu'il s'agit de faire peur une fois de plus... (Jean-Luc Mélenchon, Faire tomber le mur de la dette, 2022, p. 4)*

En réalité, la croissance ayant ralenti, les recettes fiscales sont moins importantes que prévues dans le budget de l'État de 2024. Plus structurellement, l'endettement public a pour raison principale le refus de la classe dominante d'assurer les frais de sa domination (forces de répression, infrastructures capitalistes, concessions sociales).

*Une organisation armée de la population est devenue impossible depuis la scission de la société en classes. Une force publique existe dans chaque État... Pour maintenir une force publique, il faut les contributions des citoyens de l'État, les impôts. Ils ne suffisent pas, l'État tire des traites sur l'avenir, fait des emprunts, la dette d'État. (Friedrich Engels, L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État, 1884, ES, p. 179)*

L'Institut de recherche économique et sociale créé par les syndicats (Ires) évalue dans son rapport de mai 2022 à 200 milliards d'euros annuels le montant des aides et exonérations sociales et fiscales accordées aux entreprises. Accessoirement, la dette publique est une constituante essentielle du marché financier national, en concurrence avec les marchés financiers des autres États impérialistes.

*L'alliance entre le gouvernement et la Bourse se réalise d'autant plus facilement que les dettes de l'État augmentent. (p. 181)*

Cependant, l'endettement ne peut croître indéfiniment sans conséquences nuisibles pour un capitalisme national.

Le pouvoir des soviets avait dès le début 1918 annulé toutes les dettes contractées par le régime tsariste, mais c'était un gouvernement ouvrier et paysan qui avait exproprié le grand capital, donné la terre aux paysans. Pour le réformiste Mélenchon dont l'horizon est au mieux la 6<sup>e</sup> République, on peut parfaitement rester dans le cadre du capitalisme et régler le problème de la dette avec une recette à deux balles.

*Il faut donc profiter de l'occasion historique qui résulte des sauvetages pratiqués par la BCE dans la décennie qui vient de s'écouler. Cela nous donne une occasion historique. Notre banquier central peut acter du fait que la dette détenue dans ses caisses ne sera jamais payée, que les États n'auront plus besoin d'aller sur les marchés financiers pour la refinancer. Il peut utiliser sa capacité à créer de la monnaie pour financer les États. (Jean-Luc Mélenchon, Faire tomber le mur de la dette, 2022, p. 7)*

La Banque centrale européenne (BCE) ne l'entend pas de cette oreille. L'impérialisme dominant en Europe, l'Allemagne, n'a aucune envie de brader la valeur de l'euro en faisant marcher la planche à billets à tour de bras pour financer les déficits des autres. Il n'y a qu'à voir comment Breton, le commissaire européen renouvelé par Macron, s'est fait jeter dehors par la présidente de la Commission européenne pour comprendre quels sont les rapports de force.

Manifestation nationale à l'Assemblée pour empêcher le vote du budget d'austérité !

Annulation de la dette publique !

Expropriation des banques !

25 septembre 2024

## La rentrée scolaire et universitaire

12 millions d'élèves et 3 millions d'étudiants rejoignent les établissements de formation à partir du 2 septembre. 3 000 professeurs manquent dans l'enseignement primaire et secondaire. L'État fonctionne avec des travailleurs précaires : 150 000 « vacataires » dans l'enseignement supérieur, 50 000 « contractuels » dans l'enseignement secondaire qu'il met en concurrence avec les titulaires remplaçants (TZR). Beaucoup sont étrangers et inquiets de la montée électorale du RN raciste et de la surenchère xénophobe de LR. Même les titulaires de ces deux secteurs sont paupérisés, comme les autres fonctionnaires, avec un chantage à passer un « pacte » individuel avec la hiérarchie pour pouvoir gagner un peu plus.

Le gouvernement démissionnaire a amputé en février le budget de l'éducation nationale de 700 millions d'euros, celui de l'enseignement supérieur et de la recherche de 900 millions.

La plupart des universités sont étranglées, tandis que les étudiants subissent de plein fouet les hausses de loyer et l'augmentation des prix de l'alimentation. La privatisation des facultés et la précarisation de leurs travailleurs franchit un nouveau pas avec les « établissements publics expérimentaux ». La chasse administrative, policière et judiciaire contre ceux qui défendent les Palestiniens se poursuit.

Anticipant sur le futur budget d'austérité du gouvernement de Barnier (LR, intronisé par le RN), la promesse d'allouer 500 euros aux lycéens professionnels est déjà abandonnée. Pendant que Macron et consorts essaient de profiter de la popularité des Jeux paralympiques, les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH), mal payés, manquent et des élèves handicapés n'ont pas d'affectation.

*Lycéens sans affectation, manque d'accessibilité et d'inclusivité pour les élèves en situation de handicap : ce sont des dizaines de milliers d'enfants qui, chaque année, voient leur droit à l'éducation entravé.* (Défenseur des droits, 2 septembre)

Si la modification des modalités du brevet et son caractère de barrage pour accéder à la classe de 2<sup>e</sup> sont en suspens, plusieurs des mesures de Macron-Attal s'appliquent, même si des établissements freinent en profitant de l'incertitude au sommet :

Dans l'enseignement secondaire, les groupes de niveau, renommés « groupes de besoin », se mettent en place dans les classes de 6<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup> en français et en mathématiques.

Dans l'enseignement primaire, des évaluations systématiques des élèves ont désormais lieu à tous les niveaux de l'élémentaire, ce qui n'apporte rien aux élèves, augmente les tâches des enseignants et renforce la mainmise de la hiérarchie.

En Seine Saint Denis, malgré la défaite de l'ensemble de la classe ouvrière sur les retraites en 2023, un authentique mouvement de masse avait surgi lors de l'année scolaire précédente. Contre l'insuffisance criante des moyens, qui est un signe de la nature de classe de l'État, il s'était nourri de la combattivité des travailleurs de l'enseignement du département, souvent jeunes et en lien avec les familles populaires. Les directions syndicales s'étaient employées à l'isoler et à l'épuiser en multipliant les « journées d'action » contre la grève générale du département, contre l'extension de la grève générale à toute la région parisienne et toute la France. Aujourd'hui, elles s'emploient à étouffer toute reprise du mouvement en prétendant qu'il faudrait encore enquêter sur les besoins, établissement par établissement.

Plusieurs fédérations syndicales (SNUIPP-FSU, CGT éducation, Sud éducation) appellent à une « journée d'action » le 10 septembre. Plusieurs confédérations (FSU, CGT, SUD) appellent à une « journée d'action » le 1<sup>er</sup> octobre. L'objectif est de faire pression sur le président et les parlementaires, comme si les travailleurs de l'enseignement et des autres branches pouvaient confier leur sort à Renaissance, LR ou le RN. Comme d'habitude, les partis réformistes et les organisations centristes leur emboîtent le pas.

*En Seine Saint-Denis, la situation de l'école se dégrade encore en cette rentrée, justifiant une première journée de grève et de manifestation mardi 10 septembre.* (L'Humanité, 6 septembre)

*Le 10 est un premier pas qu'il faut poursuivre et amplifier.* (L'Anticapitaliste, 5 septembre)

Pour gagner, il faut en finir avec les « journées d'action » impuissantes, l'émiettement syndical, les illusions envers les partis bourgeois, la collaboration avec le gouvernement au service du capital.

Assemblées générales partout ! Manifestation à l'appel de tous les syndicats pour empêcher l'adoption du budget d'austérité du gouvernement Barnier à l'Assemblée nationale le jour du vote !

Abrogation de toutes les mesures Macron-Blanquer et Macron-Attal contre le droit au savoir et à la qualification, contre les travailleurs de l'enseignement public ! Droit à la formation des élèves de lycées professionnels ! Baisse des effectifs dans les zones populaires, création des postes nécessaires ! Fin du financement public des établissements religieux, interdiction de « l'enseignement hors contrat » qui met les enfants aux mains des sectes ! Titularisation des précaires, statut et salaire décent pour les AESH ! Suppression des pactes, augmentation des salaires pour tous de 200 euros nets sans condition !

7 septembre 2024

# Non à la sélection à l'université ! Bataille nationale !

## La sélection fait des ravages

En France, la dépense publique moyenne par étudiant diminue. Par conséquent, la sélection se durcit. En juillet 2024, 85 000 étudiants (10 % des bacheliers) n'avaient pas reçu d'affectation en STS, IUT, faculté... La sélection est sociale, elle touche fortement les jeunes issus des quartiers défavorisés, qui subissent notamment les critères de secteur de Parcoursup.

Certains, pour contourner la sélection, préfèrent partir dans l'enseignement privé. En 2022-2023, les inscriptions dans le public ont régressé de 3,1 % et augmenté de 3,3 % dans le privé.

La sélection s'applique aussi en master (MonMaster) et en doctorat (jury d'école doctorale et CSI). Les étudiants étrangers subissent la double peine avec Campus France et les frais d'inscription de plusieurs milliers d'euros. Les étudiantes la subissent aussi plus souvent en SHS et en lettres. En 2020-2021, elles représentaient 61 % des inscrits en master contre seulement 45 % des doctorants.

## Les sans-fac isolés par les directions des syndicats étudiants

Chaque année, des centaines d'étudiants se structurent en comités de « sans-fac » aux côtés des syndicats étudiants (UNEF à Nanterre, SCUM-UE à Montpellier, UNEF à Lyon...) pour tenter d'obtenir une inscription. Cependant, les directions syndicales étudiantes nationales et locales, qu'elles se teignent en violet, en bleu ou en rouge, entraînent les étudiants « sans-fac » dans un combat local, isolé de l'ensemble des étudiants. Il faudrait, selon elles, mener le combat fac par fac, faire des recours et envahir régulièrement les bâtiments administratifs. Pour un individu, faire un recours est légitime. En revanche, il est scandaleux que les multiples petits appareils syndicaux (FAGE, UNEF, UE, PL...) s'en remettent tous aux présidences et aux conseils qui organisent la sélection voulue par l'État bourgeois. Au plus, ils appellent les « sans-fac » à envahir les conseils, tout en continuant à y siéger, donc à cautionner la sélection qu'appliquent ces organismes de cogestion mis en place pour empêcher un nouveau mai 1968.

Les étudiantes et les étudiants pourraient espérer que, quand un syndicat est animé par ceux qui se réclament de la révolution, les choses soient différentes.

## À Nanterre, l'UNEF en appelle au ministre du gouvernement Barnier-Hetzler-Retailleau

L'UNEF est dirigée à Nanterre par la tendance TACLE, sur l'orientation du NPA-R jeunes. Le 20 septembre, l'UNEF Nanterre se plaint que la présidence de l'univer-

sité Paris-Nanterre a annulé une commission de recours gracieux dans laquelle la présidence discutait avec les élus étudiants. Les syndicalistes de proposition veulent mettre en place une commission de sélection de la deuxième chance avec le ministère et le rectorat.

*De mettre en place une commission de suivi des recours gracieux et des inscriptions dérogatoires, ouverte aux élus qui souhaiteraient y participer, afin que l'établissement traite sérieusement et avec attention les dossiers des jeunes sans affectation. Nous proposons que des représentants du rectorat de Versailles et du ministère soient aussi présents à cette commission pour qu'ils contribuent également à la recherche de propositions dans d'autres établissements. (UNEF Nanterre, Lettre à la présidence de Paris-Nanterre, 20 septembre 2024).*

Pour les chefs du NPA-R jeunes, plus question dans les faits de l'abrogation des lois de sélection ! Plus question de pouvoir étudier dans la filière et la fac de son choix ! Ces « révolutionnaires » font croire que c'est le rectorat et le ministère (qui ont pour fonction d'appliquer la politique du gouvernement Macron-Attal-ou Macron-Barnier-Hetzler) qui contrera les méfaits du conseil d'université. Alors que l'université de Nanterre est soumise à l'austérité... par le gouvernement. Voilà à quoi mène en pratique le refus de combattre dans les syndicats étudiants et enseignants contre les directions réformistes, la soumission aux bureaucrates et aux apprentis bureaucrates (l'actuelle secrétaire de la CGT a fait ses premiers pas dans l'UNEF-SE, une scission menée par le PCF qui a entretemps réintégré l'UNEF).

## Il faut briser l'isolement !

Tous les étudiants subissent la sélection. La défaite de 2019 sur Parcoursup n'a pour l'instant pas été surmontée par les étudiants. Pour la surmonter, il faut donner une perspective claire. Il faut organiser le combat central pour l'abrogation de toutes les lois de sélection ! Cela suppose que les syndicats étudiants et enseignants sortent des conseils de cogestion qui gèrent l'austérité et organisent la sélection ! Cela suppose que les syndicats de l'enseignement supérieur appellent les enseignants-chercheurs à ne plus organiser les comités de sélection !

Les jeunes communistes révolutionnaires n'appellent pas à former des comités de sélection de la deuxième chance ! Ils militent auprès de leurs camarades étudiants, dans les syndicats étudiants, dans les comités de « sans-fac » pour le front unique des organisations des étudiants et des travailleurs de l'ESR pour l'abrogation des lois de sélection, pour la création des postes d'enseignants et autres personnels nécessaires, pour l'ouver-

## Motion du congrès régional Occitanie Ouest du SNTRS-CGT, 24 septembre

**Se préparer à combattre le nouveau gouvernement Macron-Barnier-Hetzel !  
Pour un syndicalisme de lutte de classe ! Pour un syndicalisme de combat !**

Compte tenu du premier ministre (ancien ministre de Sarkozy), des partis qui composent le gouvernement (LR, Ensemble, Modem, UDI), de la tutelle qu'exerce le RN, des nouveaux coups vont pleuvoir sur les travailleurs. La réduction du déficit de 10 milliards d'euros ne pourra pas se faire sans attaquer les besoins les plus fondamentaux de la classe ouvrière.

Le nouveau ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Patrick Hetzel, député LR, est un réactionnaire. Opposé au mariage pour tous, à la PMA, il s'est prononcé pour des restrictions du droit à l'avortement et contre le droit de choisir sa mort. Dans notre secteur, c'est un artisan de la loi LRU, et partisan de mettre les universités au service des entreprises.

Barnier-Retailleau seront les ennemis des travailleuses et des travailleurs, de leur salaire, de leur retraite, de leur droit de se soigner, de s'instruire, de s'établir en France quand ils sont étrangers... Quant à la méthode, Barnier a déclaré dès sa première interview en tant que premier ministre : « on doit respecter et prendre en compte les partenaires sociaux, les syndicats » (*Journal de 20 h, TFI, 6 septembre 2024*). En effet, il ne peut pas s'appuyer sur une majorité forte à l'Assemblée nationale, c'est pourquoi il cherche à s'appuyer sur les concertations et la participation des directions syndicales aux instances de dialogue social et de cogestion. Avec un tel gouvernement et un tel ministre, nous n'avons pas affaire à des partenaires bien intentionnés à qui il faudrait faire des propositions. Nous avons affaire à des ennemis de classe.

Il faut se préparer à affronter le gouvernement Macron-Barnier et à le vaincre en isolant le nouveau gouvernement ! Voilà la responsabilité d'un syndicat au service des intérêts des travailleurs, résolument engagé dans la lutte des classes. Il faut donc en premier lieu combattre contre toute concertation-discussion de ses plans et de son austérité !

Dans l'ESR et dans la fonction publique, les plans d'autonomie (transformation des EPST, destruction des statuts de leur personnel, acte II de l'autonomie...) ainsi que le plan Guerini de liquidation du statut de la fonction publique ont été suspendus. Ils n'ont pas été retirés et les expérimentations locales (EPE, expérimentations Gillet, expérimentations acte II) se poursuivent. Sous une forme ou sous une autre, le gouvernement Macron-Barnier poursuivra ses plans.

Le congrès régional se prononce pour le retrait des plans Gillet, acte II de l'autonomie et Guerini, pour l'arrêt immédiat de toutes les expérimentations acte II et Gillet, pour le retrait de tous les projets d'établissements expérimentaux (EPE, CCT...) et le retour au statut d'université pour ceux engagés ! Il appelle à la sortie des conseils de cogestion, qui mettent en place les expérimentations ! Il mandate ses délégués au congrès national pour que notre syndicat national reprenne ces positions et appelle les autres syndicats de l'ESR à les reprendre.

Face à l'offensive générale contre les travailleurs que prépare le gouvernement, le congrès régional se prononce pour : la mise en place de vraies négociations en lieu et place du prétendu dialogue social, fin de la cogestion ! Non au budget d'austérité ! Abrogation de toutes les mesures contre les retraites et l'assurance maladie, contre l'enseignement supérieur et la recherche publique !

Augmentation des salaires, indexation sur les prix, création des postes nécessaires, titularisation des précaires !

Adoptée à l'unanimité

ture des locaux nécessaires, pour des cités universitaires de qualité et gratuite pour tous les étudiants, pour la gratuité des RU !

Camarades jeunes du NPA-R, ne menez pas la même politique que les bureaucraties réformistes ! Combattons ensemble dans les syndicats étudiants pour qu'ils appellent en commun à des assises nationales contre la sélection, organisées par les syndicats étudiants et les comités de « sans-fac » ! Pour qu'ils appellent, avec les syndicats de l'ESR et les confédérations, à une manifestation nationale à l'Assemblée pour empêcher l'adoption des budgets d'austérité de l'État et de la sécu ! Assemblées générales démocratiques partout, coordination nationale

étudiante à partir des délégués élus (et révocables) par les AG pour affronter le gouvernement Macron-Barnier, en finir avec l'austérité et abroger toutes les lois et tous les décrets de sélection !

Pour une organisation autonome de Jeunes communistes internationalistes ! C'est ce que les militants jeunes du Groupe marxiste internationaliste (section française du Collectif révolution permanente) proposent à tous les jeunes et c'est le combat qu'ils mèneront à la hauteur de leurs moyens.

23 septembre 2024

les militants jeunes du GMI

# Jeunes, pour la révolution, construisons les Jeunesses communistes internationalistes !

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, mène aujourd'hui l'humanité à la barbarie. Exploitation, guerres, chômage, destruction de l'environnement, racisme, sexisme, homophobie sont l'expression de cette menace. La jeunesse subit de plein fouet la survie du capitalisme, partout il nous prive progressivement de toute perspective d'avenir. Ce qu'il faut c'est le renverser et établir le socialisme-communisme ! Pour cela, la jeunesse a besoin d'une Internationale de jeunesse communiste et en France de sa section des Jeunesses communistes internationalistes ! Jeunes, regroupons-nous en suivant la voie de Marx, Engels, Lénine, Liebknecht, Luxemburg et Trotsky !

*Nous devons être, sans réserve, partisans de l'indépendance de l'Union de la jeunesse sur le plan de l'organisation. Sans une complète indépendance, la jeunesse ne pourra pas faire son éducation, ni se préparer à faire progresser le socialisme. (Lénine, L'Internationale de la jeunesse, décembre 1916)*

## Contre le militarisme impérialiste : socialisme mondial !

La situation mondiale est marquée par la rivalité croissante entre le vieil impérialisme étatsunien et le jeune impérialisme chinois. L'impérialisme américain n'est plus hégémonique mais reste la première puissance. Il a réorienté ses efforts pour tenter de contenir l'essor chinois. Cette lutte ravive les anciens conflits militaires et en ouvre de nouveaux : l'impérialisme russe envahit l'Ukraine. La constitution de blocs économiques et militaires se développe. Pendant que l'OTAN s'élargit en Europe, la Chine et la Russie ont renforcé leur alliance, sous la direction de l'impérialisme chinois. Pour empêcher la guerre, la jeunesse communiste internationaliste doit préparer la révolution pour le socialisme mondial !

## Contre la misère et l'exploitation : expropriation des capitalistes !

Cette guerre économique entre les deux principaux impérialismes s'ajoute aux crises économiques et financières récurrentes et entrave la croissance, les échanges. Elle précipite des crises dans de nombreux pays dominés, entraînant une inflation hors de contrôle comme en Argentine. Selon l'ONU, 9,2 % de la population mondiale souffre de faim chronique, plus de 60 % des Africains ont été touchés par l'insécurité alimentaire en 2022. Dans les pays impérialistes, la pauvreté s'étend chez les exploités et dans la jeunesse. En expropriant les groupes industriels comme les groupes agroalimentaires, les grandes exploitations comme les grands distributeurs, les banques, le gouvernement ouvrier prendra le contrôle de

l'économie. Ce sont les producteurs eux-mêmes qui définiront au mieux à la fois les besoins à satisfaire et les moyens à employer.

## Sauver la planète : en finir avec le capitalisme !

Aux guerres et à la misère s'ajoute la crise climatique qui s'accélère comme conséquence de l'anarchie de la production capitaliste et de la course permanente aux profits. Cette menace s'accompagne des pollutions et d'innombrables atteintes à la biodiversité. L'émission mondiale de gaz à effet de serre est directement liée à l'utilisation des énergies fossiles organisées par les multinationales impérialistes ou des puissances régionales. Les canicules dévastatrices et inondations destructrices touchent les populations pauvres. Le réchauffement climatique devient une menace existentielle pour des centaines de millions de personnes pendant que les COP impérialistes se succèdent en empilant les résolutions stériles. La sauvegarde de l'humanité passe par l'expropriation du grand capital et l'instauration d'un mode de production socialiste déterminé par la satisfaction des besoins humains.

## Contre la réaction : soviets, gouvernement des travailleurs !

Chaque bourgeoisie, dans les pays impérialistes comme dans les pays dominés, durcit ses attaques contre la classe ouvrière, contre tous les acquis sociaux, contre les services publics, contre la majorité des couches sociales intermédiaire. Nationalisme, protectionnisme, racisme, xénophobie, atteintes aux droits des femmes, aux droits des minorités, sont les étendards de la réaction. Les partis bourgeois traditionnels deviennent de plus en plus réactionnaires, concurrencés par l'émergence de partis fascistes, voire fascistes. La répression en Iran et contre les Kurdes, le retour possible de Trump, la présidence de Milei et les dictatures de Poutine et Xi sont les expressions de cette réaction. C'est toujours le prolétariat qui est visé, et d'abord la fraction du prolétariat la plus faible parce qu'étrangère, dépourvue de droits qui en fait les frais. Nous y opposons la liberté de circulation et d'installation pour tous les migrants, la suppression des frontières, l'internationalisme prolétarien et la construction du socialisme mondial.

La lutte pour toutes les libertés démocratiques, les droits des femmes et des minorités sexuelles, les droits des peuples opprimés à l'autodétermination est inséparable de la lutte pour la révolution, pour le renversement des dictatures par la mobilisation de la classe ouvrière et

l'instauration du pouvoir ouvrier.

### **Aucune alliance avec la bourgeoisie, ses partis : front unique ouvrier, autodéfense !**

Cette montée de la réaction partout dans le monde est le produit de la capitulation des partis réformistes, « communistes », sociaux-patriotes et des bureaucraties syndicales. Quand ils sont portés au pouvoir, les partis ouvriers bourgeois constituent des gouvernements bourgeois, seuls ou en alliance avec des partis bourgeois qui désespèrent le prolétariat et les couches petites-bourgeoises comme cela est arrivé avec Mitterrand, Jospin ou Hollande.

Les bureaucraties syndicales acceptent systématiquement de négocier les plans et contre-réformes de la bourgeoisie, elles sabotent les mobilisations en multipliant les journées d'action et combattent contre l'auto-organisation et la grève générale. Rompre avec la collaboration de classes, affronter les bureaucraties syndicales, constituer d'ores et déjà des groupes d'autodéfense, des services d'ordre, contre la police, pour interdire la rue aux groupes fascistes est une nécessité.

### **Pour le démantèlement de l'État sioniste, pour une Palestine socialiste !**

Il n'y aura pas de paix et d'égalité en Palestine sans le démantèlement de l'État sioniste, sans une Palestine démocratique, multiethnique, bilingue, laïque et socialiste. Pour le gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient. Voilà la perspective pour le prolétariat palestinien comme pour le prolétariat juif d'Israël qui doit rompre avec le sionisme.

### **À bas l'intervention militaire de l'impérialisme russe en Ukraine !**

En Ukraine, la Russie poursuit une guerre d'invasion impérialiste. Mais il ne s'agit pas encore d'une guerre inter-impérialiste. À bas l'OTAN ! Restauration des libertés ouvrières et linguistiques en Ukraine ! Retrait des troupes russes, restitution des territoires conquis à l'Ukraine, dissolution de l'OTSC ! Soldats du front, tournez vos armes contre vos généraux, imposez l'arrêt immédiat des hostilités ! Libération de tous les opposants à la guerre !

### **Construire une internationale révolutionnaire de la jeunesse !**

Ce n'est pas la combattivité des masses qui manque, c'est une internationale ouvrière révolutionnaire qui combatte dans chaque pays dans les lieux de travail, dans les syndicats, dans les assemblées générales, dans les manifestations... pour ouvrir la voie au prolétariat contre les manoeuvres des directions traîtres des partis

ouvriers bourgeois, des bureaucrates syndicaux, pour les submerger.

Dans chaque pays, la jeunesse a toute sa place dans ce combat. Son programme est le même que celui du parti. Mais elle a besoin d'une organisation indépendante, démocratique, élisant sa direction, disposant de ses propres organes (site, journal...), menant ses propres campagnes, faisant son expérience propre afin de former les futurs travailleurs d'avant-garde. Pour s'orienter, il lui faut aussi constituer une internationale révolutionnaire de la jeunesse. Nos camarades de l'organisation de jeunesse autonome Jeunesse marxiste internationaliste (EMG) de Turquie peuvent y contribuer.

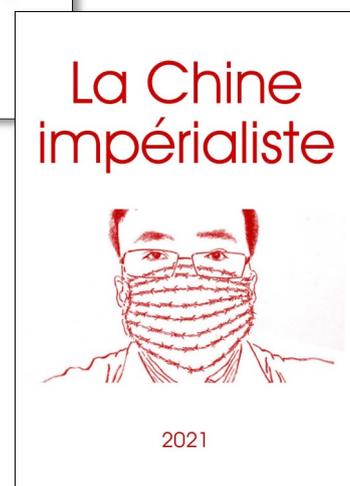
Alors, la classe ouvrière saura constituer ses conseils et s'armer, exproprier le grand capital et détruire l'État bourgeois, instaurer un gouvernement ouvrier basé sur les conseils. La dictature du prolétariat ouvrira la voie du socialisme-communisme mondial débarrassé de l'État, un mode de production basé sur l'égalité et la solidarité, où les travailleurs géreront consciemment les ressources, la production et la répartition au profit de l'humanité actuelle et future. En avant pour des Jeunesses communistes internationalistes !

14 septembre 2024

les militants jeunes du Groupe marxiste internationaliste



CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE  
N° 33, N° 31  
3 EUROS AUPRÈS DES MILITANTS  
5 EUROS PAR LA POSTE VOIR P. 6



# Pour un programme d'action de la jeunesse dès la rentrée

Nous proposons à toutes et tous les jeunes révolutionnaires de mener campagne auprès des jeunes travailleurs, des étudiants, des lycéens, des jeunes chômeurs, sur la base d'un programme d'action immédiat. La seule organisation capable de diriger victorieusement leurs luttes est celle qui s'engage dans la voie du socialisme, qui prépare la révolution internationale et le renversement de la bourgeoisie, à commencer par la nôtre. Cela permettra de créer des liens, convoquer des réunions, aider les jeunes à se saisir de leurs combats, et ainsi de préparer le lancement des Jeunesses communistes internationalistes.

Les partis LFI, PS et PCF sont réformistes (légalisme, pacifisme, électoralisme, parlementarisme, respect de la police...) et sociaux impérialistes (nationalisme, refus de l'indépendance de la Kanaky, reconnaissance d'Israël, renforcement de l'armée française...). Les bureaucraties syndicales (y compris CGT et SUD) sont corrompues par la classe dominante, participent à toutes les négociations des plans gouvernementaux, syndiquent les flics. Les apprentis bureaucrates des syndicats lycéens et étudiants sont cogestionnaires et conduisent les luttes aux défaites.

Cependant, nous sommes partisans du front de toutes les organisations de jeunesse sur la base de la défense contre le patronat, le gouvernement bourgeois, la police et les nervis fascistes. Nous sommes pour le front de toutes les organisations de jeunesse autour des revendications des apprentis, des jeunes ouvriers, des jeunes employés, des lycéens et des étudiants. Nous soumettons un programme d'action pour en discuter. Unité pour l'action, clarté pour constituer le plus vite possible une organisation de jeunesse communiste et internationaliste autonome."

## **Jeunes et futurs travailleurs : défense de l'enseignement professionnel, baisse du temps de travail, emploi pour tous !**

La contre-réforme Macron des lycées professionnels vise à diminuer le temps scolaire et à soumettre les élèves aux patrons. Abrogation de la réforme du lycée professionnel ! Défense de la formation professionnelle et de ses diplômes nationaux ! Retour au bac pro en 3 ans ! Fin des subventions aux patrons pour l'apprentissage !

Pour les jeunes travailleurs, la précarité est la règle. L'offensive du gouvernement contre l'assurance chômage aggrave souvent leur situation. Les jeunes issus de l'immigration, les jeunes femmes, les jeunes homosexuels sont les premières victimes de l'échec scolaire, des discriminations, du manque de logements, du chômage. Front unique pour l'abrogation des mesures Macron contre

l'assurance chômage ! Contre le chômage, échelle mobile des heures de travail ! Contre la vie chère, échelle mobile des salaires et des bourses !

## **Étudiants : abrogation de la sélection, pour le droit aux études et à des conditions de vie décentes !**

En France, les lois de sélection (Parcoursup lycée, Parcoursup, Mon Master, comités de suivi en doctorat...) privent les jeunes du droit à étudier dans la filière et l'établissement de leur choix. Les leçons de la défaite sur Parcoursup n'ont pas été tirées. Les « victoires » au sein des conseils de cogestion ne font qu'appliquer le cadre de la sélection. Le combat contre la sélection ne peut vaincre fac par fac, lycée par lycée. Abrogation de toutes les mesures de sélection et du numérisé clausus en médecine ! Allocation d'études pour tous ! Gratuité des études, expropriation des « universités privées », à commencer par celle de Maréchal-Le Pen ! Abrogation du plan raciste « Bienvenue en France » et des lois immigration ! Aucune expulsion d'étudiants étrangers ! Droit d'études et d'installation en France pour tous les étudiants !

Les conditions d'études sont dégradées par la hausse des loyers, des transports, de l'alimentation, la paupérisation de leurs parents qui forcent de nombreux étudiants à travailler en parallèle de leurs études. Les jeunes doivent pouvoir étudier sans se soucier de leur survie ! La solution n'est pas dans les oeuvres de charité organisées par les directions syndicales étudiantes. Le gouvernement veut liquider les CROUS et permettre l'ouverture totale au privé de la restauration et du logement sur les campus. Nous devons lancer le mot d'ordre : Défense des CROUS ! Aucun service du CROUS assuré par des entreprises privées ! Contrôle des CROUS par leurs travailleurs et les étudiants ! Repas gratuits dans tous les restos U matin, midi et soir en quantité et qualité suffisantes ! Logements universitaires gratuits sous l'égide unique des CROUS ! Expropriation immédiate de toutes les résidences universitaires privées !

Assez de cogestion avec l'État bourgeois, sortie immédiate des conseils d'université et du CNESER ! Assez de division syndicale, une seule UNEF avec droit de tendance, liée au mouvement ouvrier ! Assemblées générales dans tous les établissements, élection de comités par les AG, coordination régionale et nationale étudiante pour organiser la lutte.

Pour mener ces campagnes, il faut former une tendance intersyndicale lutte de classe, intervenir dans tous les syndicats étudiants (UE, FSE, SUD, PL...) et les

comités de doctorants et post-docs, pour un seul syndicat étudiant qui défendra nos revendications face à l'État bourgeois.

**Oppression des femmes, racisme, homophobie : contre toutes les oppressions !**

liée à Israël ! Parmi les plus précarisés, les enfants d'ouvriers, les jeunes issus de l'immigration et les jeunes femmes, subissent le mépris de classe, le racisme et le sexisme. Droit aux études pour tous ! Contre toute discrimination raciale et sexuelle ! Droit à la contraception, à l'avortement, à la transition de genre gratuitement et librement !

**Palestine : répondre à l'appel des syndicats palestiniens, conférence internationale de la jeunesse pour l'arrêt du génocide en Palestine !**

Partout dans le monde, les étudiants ont manifesté et occupé pour l'arrêt du génocide en Palestine. En France, l'assemblée générale du 2 mai à la Sorbonne a adopté très justement une motion appelant à l'arrêt de l'exportation d'armes vers Israël. Une fraction des jeunes issus de l'immigration cherche aussi à s'organiser sur la question. En réponse, dans tous les pays, les gouvernements bourgeois ont envoyé les flics. De fait, les directions syndicales et les partis ouvriers bourgeois refusent aujourd'hui de répondre à l'appel des syndicats palestiniens pour le boycott des armes vers Israël. La jeunesse, dans le monde entier, doit donc répondre à l'appel des syndicats palestiniens et réaliser l'unité avec les travailleurs sur cet objectif. Dès la rentrée, il faut mener le combat dans les facs, les entreprises, dans les comités Palestine, dans les syndicats pour le front unique pour : Arrêt immédiat du génocide dans la bande de Gaza ! Troupes sionistes hors de Palestine ! Dirigeants ouvriers et étudiants, répondez à l'appel des syndicats palestiniens ! Organisez immédiatement dans les usines, dans les ports et les aéroports, l'arrêt des fabrications et des livraisons d'armes à Israël ! Rupture de la recherche militaire avec Israël !

À l'échelle internationale, il faut chercher à s'adresser aux organisations de jeunesse qui se réclament du socialisme ou du communisme pour la tenue d'une conférence internationale d'urgence dans ce but. Une telle initiative serait un premier acte en vue de la construction d'une internationale révolutionnaire de la jeunesse.

**Organiser l'autodéfense des jeunes et des travailleurs !**

Nous jeunes subissons régulièrement la pression policière raciste dans les quartiers populaires et les transports publics, la répression policière des manifestations et des occupations, les attaques des bandes fascistes, racistes et homophobes. Loi travail, Parcoursup, retraites, Palestine : les flics et les bandes fascistes sont entrés dans les facs pour nous en déloger. La justice bourgeoise attaque et condamne régulièrement nos camarades : secrétaire de la CGT du Nord, responsables de l'UNEF Nanterre... La question de l'autodéfense du prolétariat et de

la jeunesse se pose quasiment quotidiennement. Contrairement aux directions réformistes et aux « révolutionnaires » qui se prosternent devant le Nouveau Front populaire, nous ne demandons pas une illusoire démocratisation de la police, nous ne demandons pas la dissolution factice des groupes fascistes. La jeunesse doit s'organiser et s'appuyer sur le mouvement ouvrier, le succès de la Jeune Garde de Lyon montre que c'est possible. A nous d'être à l'avant-garde de ce combat et démasquer ceux qui refusent de l'organiser car ils protègent leur État policier et impérialiste.

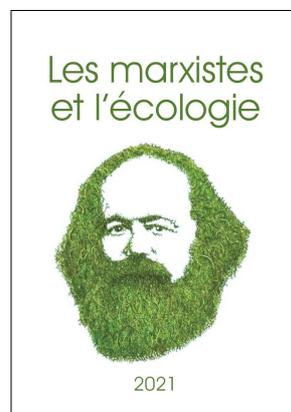
Dès maintenant, nous devons organiser une campagne pour le front unique ouvrier pour la levée de toutes les procédures et condamnations contre les militants ! Nous devons exiger des directions que les organisations du mouvement ouvrier organisent les comités de défense et appellent les jeunes et travailleurs à les rejoindre ! Sans attendre, mettons sur l'autodéfense de nos luttes. Assez de victimes, autodéfense dès maintenant !

**Contre le gouvernement Barnier, contre tout gouvernement bourgeois !**

Un gouvernement nommé par Macron avec l'autorisation de Le Pen ne peut être qu'anti-ouvrier et réactionnaire. Les besoins de la jeunesse sont incompatibles avec le capitalisme pourrissant. Toute mobilisation d'ampleur pose la question du pouvoir. La future organisation indépendante de jeunes, communiste et internationaliste, doit y répondre avec les mots d'ordre d'expropriation du capital, de désarmement des corps de répression, de gouvernement des travailleurs, des États-Unis socialistes d'Europe, de socialisme mondial !

Camarades du NPA Jeunes et de la Jeune garde, camarades jeunes de LO, du NPA-AC, de RP, discutons d'un programme d'action, menons campagne ensemble dès la rentrée !

14 septembre 2024  
les militants jeunes du GMI

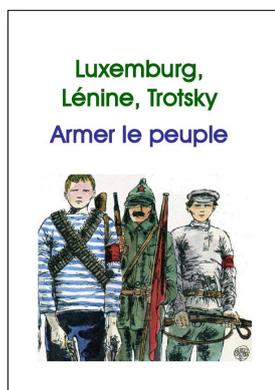
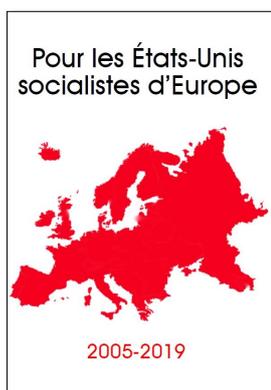


CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE  
N° 26, N° 17  
3 EUROS AUPRÈS DES MILITANTS  
5 EUROS PAR LA POSTE VOIR P. 6



# Les « rencontres d'été révolutionnaires » du NPA-R

Le 2<sup>e</sup> camp de formation du NPA-R s'est tenu à Barbaste du 24 au 28 août 2024, avec une assistance réduite d'un tiers. Nous y avons participé, en tant que militants jeunes du Groupe marxiste internationaliste. Le GMI a demandé en avril 2023 à rejoindre le NPA-R à égalité de droits et de devoirs avec les autres courants, sans réponse à ce jour. Nous souhaitons nous inscrire dans ces « rencontres entre révolutionnaires », afin de construire ensemble « un parti des travailleurs et travailleuses, communiste et internationaliste ».



CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE  
N° 22, N°32, N° 2, N° 16, N° 18, N° 11  
3 EUROS AUPRÈS DES MILITANTS  
5 EUROS PAR LA POSTE VOIR P. 6

Cependant, dès le début, nous avons compris que la direction du NPA-R préférerait discuter avec des originaux opportunistes envers les bureaucraties syndicales et autoritaires envers leurs membres, comme LO ou Lotta Comunista (qui est ouvertement anti trotskyste). Le dimanche 25, un « débat » a eu lieu entre la direction de LO et celle du NPA-R. Le mépris affiché par la délégation de LO, le refus de tout travail en commun avec le NPA-R, ainsi que la ligne politique de cette organisation, qui estime qu'il faut attendre une vague révolutionnaire pour construire le parti ouvrier révolutionnaire, ont rendu le débat stérile. Pourtant, la direction nationale du NPA-R a continué à se prosterner, tandis que plusieurs jeunes quittaient la selle, écoeurés.

Nous avons ensuite participé à plusieurs ateliers, sur la Palestine, les trans, la religion, l'émancipation des femmes... Des analyses et des mots d'ordre justes ont souvent été avancés, sans qu'on les retrouve dans les campagnes du NPA-R et *Révolutionnaires*

Puisqu'il s'agissait d'une « rencontre entre révolutionnaires », nous avons jugé utile de diffuser une proposition de fonder une organisation autonome des Jeunes communiste internationaliste, sur la base d'un programme d'action révolutionnaire pour la jeunesse, de mettre ainsi fin à l'hémorragie du NPA-Jeunes. Le lundi soir, nous avons donc participé à l'assemblée générale du NPA jeunes. Notre volonté était de lancer un débat politique entre jeunes communistes, ce pourquoi nous sommes intervenus sur la base du tract de quatre pages.

Comme les bureaucrates syndicaux le font souvent dans les assemblées générales, la tribune a demandé à « échanger » seulement sur les « expériences locales ». L'AG a donc été un tableau des comptes rendus des différents comités régionaux toujours autour des mêmes thématiques : les « efforts » des campagnes électorales, les week-ends de formations, les lectures et la hâte de la reprise sociale en septembre. Aucune discussion politique de fond n'a eu lieu. Les seules perspectives données aux militants pour la rentrée sont de l'agitation sans programme et un « week-end de formation ».

Plus tard, la direction du NPA-R nous a fait savoir, mais en aparté, à l'écart des militants de base, qu'il n'était pas question que nous intégrions le NPA-Jeunes.

Toutefois, nous avons pu échanger avec de nombreux camarades intéressés par nos propositions. Nous espérons les retrouver bientôt, d'une manière ou d'une autre, pour militer ensemble et pour préparer, dans une organisation démocratique commune, la révolution socialiste mondiale.

16 septembre 2024  
les militants jeunes du GMI

## Quand le NPA-AC évoque les comités de soldats

Après avoir été éprouvé par le départ de RP en 2021 et après avoir décidé la scission avec la moitié de sa propre organisation en 2022, l'appareil du NPA-AC tente de se donner un vernis « trotskyste » orthodoxe en ressortant du placard son internationale exsangue (*L'Anticapitaliste* n° 705, p. 3 ; n° 711, p. 7 ; n° 720, p. 7), en invoquant le combat de feu la 4<sup>e</sup> Internationale pendant la seconde guerre mondiale (n° 710, p. 5 ; n° 718, p. 4-5 ; n° 722, p. 6) et en célébrant les comités de soldats des années 1970 (n° 711, p. 5 ; n° 720, p. 5).

Nous avons déjà salué l'activité antimilitariste de la LC-LCR (*Révolution communiste* n° 57, p. 28). Néanmoins, elle présentait des limites et elle est incompatible avec l'actuelle ligne, front populiste, du NPA-AC.

Jusqu'en 1979, le service militaire est obligatoire pour les jeunes hommes. La LC-LCR, contrairement à LO et à l'OCI, maintient la tradition antimilitariste de la CGT anarchiste d'avant la première guerre mondiale et du jeune Parti communiste-section française de l'Internationale communiste. Les membres masculins de la LC-LCR font leur service et tentent, malgré les risques, de s'adresser aux conscrits ouvriers, employés, techniciens, paysans travailleurs, etc.

Dès 1969, la LC mène campagne pour trois conscrits de Rennes (un ouvrier, un technicien, un prof de l'enseignement professionnel) accusés de lire *Crosses en l'air*. Durant la campagne présidentielle de 1974, la fraction clandestine au sein de l'armée de la LCR lance une pétition pour les droits démocratiques des soldats, « l'Appel des 100 », qui a un certain succès dans les casernes, jusqu'à gagner des soldats engagés (contrairement aux officiers, ils étaient et sont encore d'origine populaire). Il naît entre 100 et 200 comités de soldats. Des appelés masqués participent aux manifestations ouvrières. Des militants de la JC (l'organisation de jeunesse du PCF, alors importante) et de l'AJS (l'organisation de jeunesse de l'OCI) sont entraînés dans l'effervescence. Le 10 septembre, la LCR impulse une manifestation de 200 soldats à Draguignan (Var), à visage découvert. Trois sont emprisonnés et comparaissent devant le tribunal permanent des forces armées de Marseille.

Mais la base sociale de la LCR est bien plus étroite que celle de la CGT d'avant 1914 et du PC-SFIC d'avant 1934. Le SUQI (la pseudo « 4<sup>e</sup> Internationale » de Mandel Hansen et Moreno) s'est réorganisée en 1963 sur la base du castrisme. Sa ligne est alors de préparer la guérilla (dans la direction LCR, cette orientation était défendue avec le plus de vigueur par Bensaïd). Après 1968, elle tente même de détruire le cadre de front unique qu'est le syndicat étudiant UNEF (Bensaïd & Scalabrino, *Le 2<sup>e</sup> Souffle*, 1969) qui aurait pu consti-



10 SEPTEMBRE 1974, DRAGUIGNAN

tuer un appui aux jeunes soldats. La LC lance un « front » étudiant à elle, comme le fait aujourd'hui RP, à plus petite échelle, avec le Poing levé. Jusqu'en 1974, la LC-LCR considère que le PS est un simple parti bourgeois et elle repousse le front unique ouvrier, considéré comme dépassé. Tout cela fragilise les militants courageux confrontés au corps des officiers, à la Sécurité militaire et aux tribunaux d'exception de l'armée.

Plus tard, plaçant ses espoirs dans l'Union de la gauche (front populaire entre PS, PCF et Parti radical de gauche), la LCR néglige l'activité militariste, bien avant que Bensaïd, Krivine et Besancenot liquident la LCR en 2009 pour lancer un NPA reniant l'Internationale communiste et la 4<sup>e</sup> Internationale du vivant de Trotsky.

Aujourd'hui, la fraction du NPA qui se réfère toujours à Mandel et Bensaïd a rejoint le Nouveau Front populaire. Or, le programme du NFP n'a pas un mot sur l'armée qui vient d'intervenir pour empêcher l'indépendance de la Kanaky. Loin d'être antimilitaristes, tous les partis ouvriers bourgeois (LFI, PS, PCF) qui participent au NFP veulent conserver la Nouvelle-Calédonie sous la botte de leur bourgeoisie et veulent renforcer l'armée impérialiste, non l'affaiblir.

*Jean-Luc Mélenchon a présenté son plan pour la Défense nationale, en fixant comme premier objectif de garantir son indépendance et d'assurer la protection du territoire français... À l'avenir, nos sous-marins nucléaires pourraient être détectables. Il a donc appelé à avoir une réflexion approfondie sur le sujet et à se poser la question d'un transfert vers l'espace de nos moyens de dissuasion... Il a posé la question des moyens stratégiques à développer pour assurer la souveraineté de la France... (Jean-Luc Mélenchon le blog, 1<sup>er</sup> février 2022)*

Dans ces conditions, se réclamer des comités de soldats des années 1970 est, de la part de la direction du NPA-AC, une tromperie, une escroquerie politique.

29 septembre 2024

## Des émeutes racistes au Royaume-Uni

Comme en France avec le meurtre de Crépol, des rumeurs servent de point de départ à des pogroms dans le monde entier. -En novembre 2023, une émeute raciste secoue la capitale de l'Irlande après des diffamations de réseaux fascistes à partir d'un fait divers.

En août 2024, le Royaume-Uni est touché à son tour, le mensonge étant encore plus gros et les troubles plus étendus dans le temps et l'espace.

### D'un fait divers tragique aux mensonges et aux violences racistes

Le 29 juillet, à Southport, trois fillettes sont assassinées à coups de couteau et dix autres personnes sont blessées. Le meurtrier, mineur, né à Cardiff de parents chrétiens rwandais est un enfant de chœur autiste. Dans les heures qui suivent, les canaux fascistes haranguent leurs troupes via les messageries et les réseaux sociaux, faisant passer l'agresseur pour un immigré sans-papier de confession musulmane, profitant de l'interdiction faite par la loi de dévoiler l'identité d'un suspect mineur.

Le lendemain, plus de 200 personnes attaquent une mosquée à Southport, ainsi que les policiers tentant d'intervenir. Le pogrom est organisé sur les réseaux sociaux. Plusieurs canaux appellent à des attaques contre les immigrés, les musulmans et plus largement les non-blancs. Selon la police, ce regroupement est dirigé par l'English Defense League (EDL), fondée en 2009 par « Robinson », un fasciste aujourd'hui réfugié à Chypre, dont les manifestants scandaient le nom.

Le 31 juillet à Londres, une manifestation est appelée sous le mot d'ordre « Enough is enough » (assez est assez), slogan du groupe fasciste Patriotic Alternative. Les manifestants tentent alors de s'approcher de Downing Street, la résidence du premier ministre travailliste Ker Starmer, et se heurtent à la police. Le même jour, à Aldershot, les fascistes s'en prennent à l'hôtel Potters International accueillant des demandeurs d'asile. Même chose à Manchester où un hôtel Holiday Inn est pris pour cible. À Hartlepool, ils incendient un véhicule de police. D'autres manifestations ont lieu ce jour-là, notamment à Middlesbrough.

Le 1<sup>er</sup> août, un juge lève l'interdiction de dévoiler le nom et l'origine du meurtrier présumé pour contrer les rumeurs des groupes fascistes, anticipant d'une semaine les 18 ans du suspect. Le même jour, des manifestations contre les émeutes fascistes ont lieu à Cardiff, Glasgow, Édimbourg, Newcastle, Belfast. À Londres, 1 000 personnes manifestent devant le siège du parti fascisant de Nigel Farage, Reform UK.

Le vendredi 2 août, à Sunderland, des nervis tentent de s'en prendre à la mosquée de St Mark's Road, pillent des magasins et incendient un poste de police.

Dans la nuit, l'hôtel Britannia abritant des réfugiés de Leeds est attaqué. Inversement, à Liverpool, des habitants protègent la mosquée Abdullah Quilliam contre les attaques fascistes.

Le samedi 3 août, les rassemblements racistes se multiplient à Blackburn, Hull, Leeds, Leicester, Liverpool, Manchester et Preston. Partout ils s'en prennent à la police à coups de briques, de fusées d'artifice, pillent des magasins, incendient des véhicules.

### Une esquisse de l'autodéfense

Mais c'est également le jour des premiers affrontements avec les antifascistes. À Blackpool, environ 1 000 nervis affrontent les antifascistes renforcés de la présence de participants à un festival punk. À Bristol, les contremanifestants se positionnent devant l'hôtel Mercure hébergeant lui aussi des demandeurs d'asile et repoussent les fascistes. À Stoke-on-Trent, ils protègent une mosquée. À Belfast, l'affrontement est interrompu par la police antiémeute, les nervis s'en prennent alors à des commerces supposément tenus par des étrangers. D'autres pogroms sont signalés à Nottingham.

Le dimanche 4 août, à Rotherham et Tamworth, deux hôtels Holiday Inn Express hébergeant des migrants sont attaqués, les suprémacistes incendiant une partie du bâtiment. Des combats avec les antifascistes éclatent à Bolton, Lancaster et Weymouth. Les dispositifs policiers mis en place dans les centres-villes conduisent les hordes racistes à se déporter, ainsi à Middlesbrough, des quartiers à population majoritairement d'origine étrangère se voient pris pour cible.

Quelques affrontements ont encore lieu le lundi 5 août comme à Belfast avec les antifascistes. Ce même jour, une liste de 39 membres d'associations d'accueil des immigrés ainsi que leurs adresses est partagée sur les réseaux fascistes ; la police dit craindre des attaques liées à cette diffusion alors même que la fuite semble venir de ses rangs.

Le mercredi 7 août, des manifestations antiracistes se déroulent à Aldershot, Birmingham, Brighton, Londres, Liverpool, Newcastle, Oxford, Sheffield, Bristol.

*À Bristol, la rue Old Market relie le centre à l'est où se trouvent les quartiers de travailleurs de toutes les ethnies. C'est le lieu des bars homosexuels, à proximité de plusieurs mosquées et donnant sur la route de Stapleton, sièges d'entreprises et d'organisations communautaires noires et asiatiques... Toutes les tentatives de dirigeants communautaires pour que les jeunes restent à la maison furent vouées à l'échec. Spontanément, ils se sont rassemblés par centaines à la recherche des racistes qui, prudemment, restèrent à l'écart. (Workers Power, 5 septembre)*

Au total, la police procède à plus de 1 000 arrestations. Si les contremanifestations rassemblent souvent plus de participants que les émeutes racistes, la riposte est loin d'être massive et résolument prolétarienne. Pourtant, les étrangers représentent environ 20% de la main-d'œuvre de l'État britannique (Angleterre, Ecosse, Pays de Galles, Irlande du Nord). Un tiers d'entre eux vient de l'Union européenne (même si leur nombre a diminué depuis le Brexit) et deux-tiers d'autres États.

Seule la journée du 7 août rassemble des milliers de personnes sur tout le territoire mais loin d'être une réponse unitaire et déterminée des directions de la classe ouvrière, elle est davantage le fruit de la réaction légitime et spontanée face à la menace fasciste.

Le Parti travailliste ne mobilise pas les travailleuses et les travailleurs, mais s'en remet à l'appareil répressif de l'État bourgeois. Si le gouvernement Starmer s'enorgueillit des condamnations judiciaires de ce qu'il nomme « l'extrême droite », certains antifascistes sont également condamnés. C'est le cas de Sameer Ali et Adnan Ghafoor, condamnés pour s'être battus contre des nerfs à Leeds, le premier à 20 mois de prison le second à 3 ans. Amer Walid, un jeune musulman, prend 20 mois de prison pour s'être défendu contre des racistes l'ayant aspergé d'alcool à Plymouth.

### La constellation fasciste au Royaume-Uni

En fait des hôtels hébergeant des réfugiés ou soupçonnés de le faire sont pris pour cible depuis 2020 notamment par le groupe fasciste Britain First. En février 2023, 300 à 400 personnes attaquent déjà un hôtel pour demandeurs d'asile à Knowsley dans le Merseyside. Robinson continue d'abreuver la nébuleuse fasciste via ses réseaux sociaux.

Le 27 juillet, soit deux jours avant le drame de Southport, Stephen Yaxley-Lennon alias « Tommy Robinson », fondateur de l'EDL, appelle depuis Chypre à une manifestation à Londres qui rassemble 30 000 personnes. Le Parti travailliste, la direction de la centrale syndicale TUC, la majorité des responsables syndicaux ne ripostent pas. La contremanifestation appelée par Stand Up To Racism (SUTR), le front antiraciste du SWP, attire moins de monde.

Les mots d'ordre scandés dans ces rassemblements nazis ou publiés sur leurs réseaux ciblent tout ce qui n'agrée pas à la vision d'un Royaume-Uni blanc : « Mettez-les dehors », « Défonchez les Pakis », « Nous voulons récupérer notre pays », « Anglais jusqu'à la mort ! ».

Si les fascistes ne disposent pas d'un parti d'assise nationale, leur capacité de fomenter des émeutes racistes témoigne de la proximité des différents groupuscules du pays, unis dans la volonté de faire le coup de poing contre les immigrés, les musulmans et ceux qui les protègent.



8 AOUT, BRISTOL, DES ANTIFASCISTE FONT FACE

Les différences d'opinion de ces forces, notamment sur la question d'Israël, pèsent peu au regard de la haine commune envers les musulmans. Ainsi dans ces émeutes, Britain First et l'EDL proisionistes côtoyaient le Patriotic Alternative et le National Front antisémites.

*Les émeutes ont attiré des membres de l'EDL, de Patriotic Alternative, de Britain First et du National Front, des néonazis, des supporters violents de football, des militants antimusulmans, et des Britanniques en colère sans lien avec l'extrême droite. (Le Monde, 18 août 2024)*

Britain First a déjà tenté d'organiser des « patrouilles de solidarité » dans les quartiers juifs de Londres contre le « danger » islamiste, tandis que l'EDL de Robinson a essayé dans les années 2010 de nouer des liens avec les fascistes de la Ligue de défense juive, parvenant à sympathiser avec sa section canadienne.

*La LDJ, un petit groupe juif controversé et fortement nationaliste, a organisé cette semaine à Toronto un « rassemblement de soutien » pour l'EDL, un groupe se présentant comme opposé au fondamentalisme islamique dont les membres comprennent des hooligans de football condamnés et des dissidents de groupes extrémistes violents. (Toronto Sun, 12 janvier 2011)*

Robinson a d'ailleurs tenté de participer à la marche contre l'antisémitisme de Londres le 26 novembre 2023 et il lui arrive d'arbore un badge « Je suis sioniste ».

Ce milieu fasciste s'organise sur les réseaux sociaux et les applications de messagerie, certaines boucles Telegram dépassent 10 000 inscrits. Le canal « Southport Wake Up » (« Réveille-toi, Southport ») lancé juste après les meurtres de Southport a été déterminant dans la logistique des émeutes racistes dans le Merseyside. Sur X/Twitter, la plupart des groupes fascistes précédemment exclus ont été réintégrés par le capitaliste Musk. Le compte X ActivePatriotUK totalise 138 000 abonnés ; Tommy Robinson, quant à lui, est suivi par plus de 900 000 personnes.

Le départ de l'Union européenne, et la propagande qui y a été menée, notamment de la part de l'UKIP de Nigel Farage, ont poussé ces velléités xénophobes et donné des ailes à ces groupuscules.

*On est dans l'après-Brexit, et la campagne qui y a été menée, on a bien insisté sur le fait que l'immigré est un ennemi.* (Monia Castro, enseignante-chercheuse à l'université de Tours, *TV5 Monde*, 7 août 2024)

Farage qui a depuis fondé Reform UK, a continué sur cette ligne et s'est hissé à la troisième place lors des élections générales de juillet 2024 avec plus de 4 millions de voix (14,29 %), derrière le Parti conservateur (23,70 %) mais devant les Libéraux-démocrates.

Cette porosité entre les groupes fascistes, les partis fascistes et le parti traditionnel de la bourgeoisie britannique s'illustre au travers d'organisations comme Turning Point UK, sorte d'association étudiante bourgeoise, rassemblant des membres du Parti conservateur, de Reform UK et des fascistes, à l'instar de l'UNI en France. Farage a notamment déclaré à la BBC ; « Un migrant arrive chaque minute au Royaume-Uni. Cela nous rend plus pauvres ».

### Les mesures contre les étrangers des gouvernements conservateur et travailliste

Les gouvernements du Parti conservateur ont mis plusieurs pièces dans la machine de la propagande raciste, du Brexit pour « reprendre le contrôle des frontières » à l'accord avec le Rwanda pour l'expulsion des immigrés « illégaux » (idée depuis reprise par le commissaire à l'immigration du gouvernement de front populaire allemand).

*Les émeutes en cours soulèvent douloureusement la question de l'influence de l'extrême droite au Royaume-Uni, sous-évaluée, dans un pays qui aime rappeler ses traditions de modération politique et son passé de résistance au nazisme. En réalité, la mouvance raciste et antimusulmane y est active, prospérant avec d'autant plus de virulence que les conservateurs, au pouvoir jusqu'en juin, ont eux-mêmes joué avec le feu en usant du registre xénophobe.* (*Le Monde*, 6 août 2024)

Le premier ministre travailliste Starmer a mis fin au processus visant aux expulsions vers le Rwanda non pas en vue d'un accueil humain des migrants mais parce qu'il n'avait « rien de dissuasif » et qu'il n'était qu'une « mesure gadget ». D'ailleurs l'une des premières actions du nouveau gouvernement travailliste est d'augmenter le nombre d'expulsions du territoire, comme l'affirme la ministre de l'intérieur Yvette Cooper qui vise 14 000 expulsions d'ici la fin de l'année. Le gouvernement travailliste veut expulser les déboutés du droit d'asile et ouvrir 290 places supplémentaires dans les centres de rétention

*La ministre promet d'augmenter les expulsions : « Des personnels sont redéployés pour augmenter le nombre de renvois de demandeurs d'asile déboutés, qui a chuté de 40 % depuis 2010 ». Yvette Cooper veut dans les six prochains mois atteindre le niveau d'expulsions de 2018.* (*Le Temps*, 21 août 2024)

La campagne des législatives du Labour était totalement bourgeoise, notamment sur la question des réfugiés. S'il a remporté les élections, ce n'est pas en siphonnant les voix du Parti conservateur mais parce qu'une partie des électeurs de ce dernier se sont tournés vers le parti fascisant Reform UK. Le 30 juillet, au parlement, une députée travailliste, Sarah Edwards, avait dénoncé l'utilisation de l'Holiday Inn Express pour accueillir des demandeurs d'asile. Cinq jours plus tard les assaillants fascistes l'ont exaucé en tentant d'incendier l'hôtel en question.

Ces élections comme le référendum sur le Brexit, n'ont fait que gonfler l'assurance et les rangs des troupes brunes.

*Certains commentateurs et responsables politiques estiment plus généralement que la montée d'un discours anti-immigration dans la classe politique a légitimé les manifestants.* (*Le Monde*, 5 août 2024)

### Front unique des organisations ouvrières pour écraser les bandes fascistes

Les directions syndicales historiquement empêtrées dans la collaboration de classe et compromises dans le social-chauvinisme détournent les travailleurs dans le pacifisme et appellent à une réforme des programmes éducatifs pour combattre le racisme.

*En tant que mouvement, nous devons soutenir les rassemblements, les manifestations et les initiatives lancées par Stand Up To Racism pour contrer la haine de manière non violente.* (Daniel Kebede, secrétaire générale de l'Union de l'éducation nationale au congrès du TUC 2024)

Les sbires fascistes ont à nouveau profité de ces émeutes pour se souder, pour déterminer qui dans leurs rangs était prêt à aller jusqu'au bout. Même si, demain, les entités juridiques actuelles sont dissoutes par le gouvernement, d'autres se reformeront plus déterminées, homogénéisées par la réaction qui les unit. Face à cela les appels pacifistes, les recours à la police et à la justice bourgeoise ne font que désarmer la classe ouvrière et encourager cette racaille.

Seule la constitution de milices antifascistes par les organisations de masse de la classe ouvrière et les minorités opprimées, pour l'autodéfense des quartiers, des entreprises, des lieux d'études peut tenir à distance les bandes racistes et gagner des forces dans les populations étrangères ou d'origine étrangère. Front unique ouvrier contre les fascistes pour parer au danger fasciste !

14 septembre 2024

# Afghanistan : les femmes sous le joug

## Invisibles et maintenant muettes

En trois ans de pouvoir taliban, les droits des femmes ont été écrasés sous les décombres du ministère de la condition féminine, remplacé dans la foulée de la prise de Kaboul (15 août 2021) par un ministère « *pour la promotion de la vertu et la prévention du vice* » d'où ont bien sûr été chassées toutes les employées. Les femmes ont perdu de fait le droit de travailler en dehors de leur domicile. Elles n'ont plus accès à la plupart des emplois dans le secteur public. Les hôpitaux et dispensaires déjà exsangues sont mis à genoux par la restriction drastique de ce personnel féminin. Selon Amnesty International (*Rapport Afghanistan 2023*), 4 500 femmes qui travaillaient dans le secteur de l'éducation ont été licenciées en juin et juillet. 80 % des femmes journalistes n'exercent plus. Les femmes ne sont plus autorisées à travailler pour des organisations non gouvernementales ou pour l'ONU, ce qui diminue encore le contrôle et la distribution de l'aide humanitaire qui échapperait aux griffes des rapaces barbus. La fermeture des salons de beauté n'est pas anecdotique puisqu'elle a privé de travail au moins 60 000 femmes.

Depuis le 23 mars 2022, les filles ne sont plus autorisées à poursuivre leurs études après l'âge de 12 ans ; les universités ont été fermées en décembre de la même année. À ces entraves intolérables au droit à l'instruction, est venue s'ajouter en juin une décision interdisant aux ONG internationales, notamment aux programmes dirigés par l'UNICEF, de dispenser des cours auprès des populations locales : selon l'UNESCO, 2,5 millions de filles en âge d'aller à l'école ne sont pas scolarisées.

Les femmes sont également interdites de cours de conduite, d'entrée dans les parcs, les jardins, les salles de sport et les bains publics. En mai 2022, les talibans ont « *demandé* » aux femmes de rester chez elles, « *sauf en cas de nécessité* », la liberté de mouvement de la moitié de la population n'entrant évidemment pas dans le cadre du « *nécessaire* » pour la caste au pouvoir, émanation des propriétaires fonciers, des mollahs et des chefs tribaux, ceux que Trotsky qualifiait déjà, il y a un siècle, comme « *les éléments les plus sinistres et les plus réactionnaires, imbus des pires préjugés panislamiques* » (21 avril 1924). Obligées d'être chaperonnées dans la rue par un membre masculin de la famille, interdites de voyages (72 km maximum du domicile), le corps et le visage dissimulés, les femmes subissent l'apartheid sexiste décrété par les talibans. Les contrôles de leurs nervis sont incessants, la police des mœurs traque les faits et gestes de chacun et surtout de chacune.

*En mai, l'ONU s'est inquiétée de ce que les talibans continuaient de procéder à des exécutions et des châ-*

*timents corporels en public, 58 femmes ont été ainsi flagellées entre novembre 2022 et avril 2023... Plusieurs organismes des Nations unies ont signalé une augmentation des mariages d'enfants et des mariages forcés, ainsi que des violences fondées sur le genre, des féminicides, commis en toute impunité. Les talibans ont dissous progressivement le cadre institutionnel d'aide aux victimes de violences fondées sur le genre qui était en vigueur sous le gouvernement précédent, exposant ces femmes à la charia (loi islamique) et au risque de subir de nouvelles violences. Selon de multiples témoignages, de nombreuses femmes et filles souffraient de dépression, certaines allant jusqu'à mettre fin à leurs jours. (Amnesty International, Rapport Afghanistan, 2023)*

Les talibans s'acharnent à effacer les femmes de la sphère publique, à les priver de toute vie sociale. Le 21 août 2024, le barbare en chef Akhundzada a ratifié 114 pages et 35 articles d'interdits et sanctions afférentes, par lesquels le mouvement islamiste a décidé de rendre aussi muettes, les invisibles : interdiction de chanter, de réciter de la poésie, de lire à voix haute en public.

## Un émirat sous perfusion financière américaine

En signant en 2021 avec les talibans les accords de Doha initiés par Trump, le gouvernement américain s'est engagé à alléger les sanctions prises contre le régime islamiste et à devenir son principal bailleur de fonds en échange du retrait des troupes de la coalition impérialiste qu'il dirigeait et de l'assurance que les talibans empêcheraient l'État islamique ou autre jumeau à s'implanter sur leur territoire et à menacer les États-Unis. Ni la défense des conditions de vie des populations sur place, ni les droits des femmes n'ont pesé dans le deal.

*Selon les services de l'Inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan (Sigar), les États-Unis ont affecté ou mis à disposition 20,7 milliards de dollars d'aide depuis le retrait de leurs forces... En raison de l'interruption des transferts bancaires internationaux et des problèmes de liquidité depuis la prise de pouvoir par les talibans, les Nations unies font désormais office de « transporteurs de fonds ». Selon le département d'État, 80 millions de dollars, en moyenne, arrivent, en espèces, à Kaboul tous les dix à quatorze jours... En octobre 2023, le Sigar alertait déjà sur le fait que les mollahs afghans faisaient main basse sur une partie de l'aide financière envoyée de l'étranger en faveur de l'éducation. (Le Monde, 29 août 2024)*

Le PIB réel s'est réduit de 26 %. Aujourd'hui, 29 millions de personnes dépendent de l'aide humanitaire (plus de la moitié de la population), elles étaient 18 millions en 2022. L'OMS a alerté sur le fait que des millions de personnes ayant peu ou pas accès aux soins médicaux et à la nourriture risquent de souffrir de malnutrition et de maladie, dont 2,3 millions d'enfants menacés d'insécurité alimentaire aiguë. Ni l'accès à l'eau ni à l'électricité n'est garanti.

Les libertés démocratiques ont disparu avec les masques de « talibans modérés » accrochés sur les trognes des fondamentalistes, dès leur retour au pouvoir. Arrestations arbitraires, tortures, exécutions sans procès, disparitions : la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA) en a documenté des centaines. En trois ans, les trois quarts des médias reconnus officiellement ont fermé leurs portes et les deux tiers des journalistes ont quitté leur emploi. Des dizaines d'autres ont été arrêtés et harcelés pour avoir critiqué les talibans ou ne pas avoir respecté les règles imposées. Au moins 64 journalistes ont été détenus, pendant des durées diverses, entre août 2021 et août 2023. Mortaza Behboudi, journaliste franco-afghan, a été libéré après neuf mois de détention. Des militant(e)s féministes, des défenseur(e)s des droits humains sont actuellement emprisonné(e)s pour s'être opposé(e)s à la barbarie moyenne.

Les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres ou intersexes paient aussi un lourd tribut à la réaction islamiste, obligées à une clandestinité stricte pour sauver leur peau. Les relations consenties entre personnes de même sexe sont passibles de la peine de mort.

Les minorités ethniques et religieuses, notamment les communautés chiïtes, sikhs, hindoues, chrétiennes, ahmadies et ismaéliennes, connaissent aussi la répression, seul le sunnisme taliban à faciès pachtoune ayant droit d'existence.

Les gouvernements du Pakistan, de Turquie et d'Iran apportent une aide criminelle aux talibans en expulsant par centaines de milliers les femmes, enfants et

hommes réfugiés ou déplacés. Le 30 août, le gouvernement du Front populaire allemand (SPD-Verts-FDP) a commencé à expulser des demandeurs d'asile vers le sanglant califat.

La responsabilité de toutes les organisations ouvrières du monde, à commencer par celles de France, est d'ouvrir les frontières à toutes les réfugiées et tous les réfugiés afghans.

## La résistance

Selon l'ONU, 95 manifestations menées par des femmes ont été recensées à travers le pays entre mars et juin 2023. Les talibans ont utilisé des armes à feu, des canons à eau et des pistolets à décharge électrique pour disperser ces protestations, dont le rassemblement organisé par des femmes, le 18 juillet à Kaboul, pour protester contre la fermeture obligatoire des salons de beauté.

Le 8 mars 2024, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, des Afghanes ont osé manifester. Dans plusieurs provinces, elles se sont réunies en petit nombre pour demander que les restrictions de droits les frappant, comme leur exclusion de l'enseignement secondaire et des universités, soient levées. Dans la province de Takhar (nord-est), des images publiées par des militantes féministes montrent sept femmes tenant des papiers devant leur visage, avec l'inscription « *Droits, Justice, Liberté* ». Dans celle de Balkh (nord), plusieurs femmes ont posé devant une bannière avec les mots « *Sauvez les femmes d'Afghanistan !* ».

Des travailleurs de l'Union nationale des travailleurs et des salariées d'Afghanistan (NUAWE, affiliée à la Confédération syndicale internationale) s'organisent dans la clandestinité imposée pour défendre leurs intérêts, en particulier pour le paiement intégral des salaires.

*La seule force sociale qui soit réellement anti-impérialiste, car anticapitaliste, est la classe ouvrière, quels que soient le lieu de vie, la nationalité, la couleur de peau, les convictions, le sexe, l'âge ou l'orientation sexuelle de ses membres. Contre la réaction patriarcale, tribale, féodale et cléricale, la classe ouvrière afghane, la population laborieuse des villes et des campagnes, la jeunesse, les femmes, doivent s'organiser de manière clandestine en comités de quartiers, de villages, d'université, en syndicats, au sein d'une organisation véritablement communiste, pour se défendre, y compris en s'armant, et préparer la revanche. Ce combat est indissociable de la lutte pour construire un parti ouvrier révolutionnaire, pour un gouvernement ouvrier et paysan en Afghanistan, pour la fédération socialiste des peuples d'Asie centrale. (Collectif révolution permanente, Une défaite historique de l'impérialisme américain qui ne profite pas au prolétariat afghan, 3 novembre 2021)*



# Bangladesh : non au replâtrage de l'État bourgeois, gouvernement ouvrier et paysan !

Le Bangladesh est un pays essentiellement agricole mais aussi le deuxième exportateur mondial de vêtements, après la Chine. Plus de 80 % de ses exportations correspondent à cette catégorie et sont contrôlées par quelques groupes capitalistes des pays impérialistes (Inditex-Zara, C&A, H&M, Primark, Walmart, etc.). Il est le terrain de dizaines de grèves tous les mois. Il a connu une guerre de libération nationale dans un passé récent. Sa démocratie est fragile. L'armée a souvent pris le pouvoir. Le gouvernement qui vient de tomber, celui de la première ministre Sheikh Hassina (Ligue Awami, AL, le principal parti bourgeois, à prétention laïque et partisan de l'alliance avec l'Inde), était de plus en plus corrompu, avait passé des alliances avec des partis islamistes et était de plus en plus autoritaire. L'inflation sévit depuis 2020 (en juillet, les prix avaient augmenté de 11,6 % depuis un an).

Les protestations étudiantes ont débuté le 1<sup>er</sup> juillet avec la réinstauration des quotas de 53 % dans les institutions publiques, réservés aux descendants des participants à la guerre de libération de 1971 (conflit ayant conduit à la séparation d'avec le Pakistan) qui avaient été annulés en 2018 sous la pression de la rue. Le gouvernement en place s'est mis à dos les étudiants ordinaires. La protestation est animée par les Étudiants contre les discriminations (SAD), une direction qui n'est pas élue. Le 15 juillet, les manifestations se sont intensifiées à Dacca, la capitale, et dans toutes les grandes villes. Le gouvernement a envoyé la police et la BCL (Ligue Chatra du Bangladesh, le mouvement de jeunesse de la Ligue Awami) a attaqué les étudiants. À la fin de la journée, 6 personnes avaient été tuées par la police et des dizaines avaient été blessées. Le 16 juillet, la police a effectué des descentes dans toutes les universités du pays. La police militaire a pris position dans les 5 plus grandes villes. Le 17 juillet, le gouvernement a fait fermer l'ensemble des universités. Le 18 juillet, les agences de presse affirmaient que durant les 4 jours de ce processus, 39 militants ont été tués. Le 19 juillet, le gouvernement a fait couper Internet, fermer les usines et décrété le couvre-feu. Suite à cette décision, les étudiants ont combattu la police, des commissariats ont été pris pour cible et à Dacca, une prison a été incendiée.

Comme il n'existe pas de parti révolutionnaire capable de consolider la base populaire, la direction du mouvement étudiant est probablement restée sous le contrôle des partis bourgeois d'opposition, le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP, lié à l'armée) et le Bangladesh Jamaat-e-Islami (BJI, le principal parti islamiste, partisan du retour au Pakistan). Par conséquent, le mouvement étudiant n'a pu s'unir avec le mouvement ouvrier, ni se diriger vers la grève générale des travailleuses et des travailleurs.

Le 21 juillet, la Cour suprême a révisé la mesure et a abaissé les quotas à 7 %. Les manifestations ne cessent

pas et entraînent bien plus que les étudiants. En secret, pour sauver l'État bourgeois, l'état-major négocie avec les SAD. Le 5 août, la première ministre Hassina (AL) démissionne et s'enfuit en Inde, comme le premier ministre du Sri Lanka Rajapaksa (SLPP) avait dû le faire en 2022. Au total, la répression a causé 1 000 morts et 10 000 blessés.

Le 5 août, le chef de l'armée Waker uz Zaman destitue l'ancien chef de la police et annonce la formation d'un gouvernement provisoire. Il est dirigé par un économiste bourgeois, Muhammad Yunus (84 ans), fondateur de la banque Grameen. Le gouvernement comporte deux étudiants des SAD, une féministe bourgeoise, deux membres du BNP, un ancien gradé de l'armée.

Auparavant, le Bangladesh a connu 4 situations révolutionnaires, toutes trahies, dans les 70 dernières années :

- le mouvement pour la langue en 1952,
- les grèves de 1968-1969,
- la guerre d'indépendance de 1971,
- la lutte contre la dictature en 1990.

Faute de perspective socialiste, l'islamisme réactionnaire monte en puissance. De nombreux syndicats restent sous le contrôle des partis bourgeois (AL, BNP...). En Asie, le mouvement ouvrier demeure imprégné de l'héritage stalinien. Les débris maoïstes et staliniens défendent toujours :

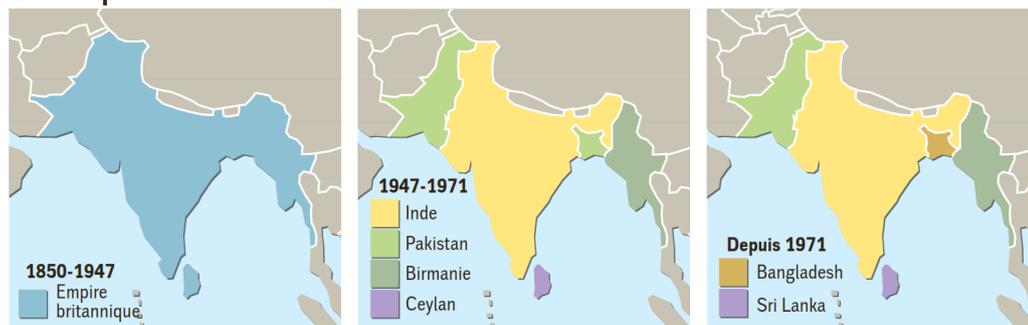
- la révolution par étape (mener seulement une révolution démocratique, sans commencer une révolution socialiste),
- le front uni antiimpérialiste (subordonner le prolétariat à telle ou telle fraction de la bourgeoisie).



8 AOUT, DACCÀ, ARRIVÉE DU PREMIER MINISTRE BANQUIER YUNUS DÉSIGNÉ PAR L'ARMÉE

## De l'empire des Indes aux États modernes

LE MONDE DIPLOMATIQUE, OCTOBRE



Par exemple, au Népal, en 2006, les deux partis maoïstes ont refusé de prendre le pouvoir et ont sauvé l'État bourgeois. Au Bangladesh, en 1971, le stalinisme, très influent, s'est divisé en deux ailes, les staliniens pro-Moscou se sont alignés sur la Ligue Awami tandis que les staliniens pro-Pékin se sont opposés à l'indépendance malgré l'oppression nationale.

Depuis 2007, la plupart des organisations politiques issues du stalinisme (CPB, SPB, DRP, RCLB, SPB-M, BSP) ont constitué un bloc réformiste (Alliance de gauche démocratique, LDA), qui n'a tiré aucune leçon du passé.

*L'Alliance exhorte les partis politiques démocratiques d'entamer des discussions sur les réformes... Le communiqué rappelle que, après le soulèvement conduit par les étudiants, les SAD ont déclaré que tous les partis politiques, la société civile et les enseignants devaient être consultés pour former le gouvernement. Le communiqué appelle le gouvernement à diriger le pays dans l'esprit du mouvement populaire. (Dakha Tribune, 11 août 2024)*

Le Bangladesh ne peut connaître la démocratie que si la classe ouvrière s'émancipe de toutes les fractions de la bourgeoisie, s'unifie malgré les religions et les ethnies. Alors elle pourra rallier les paysans pauvres, les artisans et petits commerçants, les cadres, les étudiants, les minorités religieuses.

Le Bangladesh ne peut échapper à l'obscurantisme clérical, qui s'étend depuis la partition de l'empire des Indes, et qui se renforce dans le monde entier, qu'avec une révolution sociale.

Le Bangladesh ne peut se développer que si la révolution socialiste s'étend à toute la région (Inde, Pakistan, Birmanie, Sri Lanka, Népal, Boutan...) et à la Chine, lui permettant de collaborer avec les autres gouvernements ouvriers et paysans qui en seront issus. Le Bangladesh ne peut survivre que si la révolution socialiste mondiale arrête le réchauffement climatique et toute la crise écologique.

Par conséquent, il est impératif de construire une organisation ouvrière révolutionnaire qui réunira l'avant-garde de la jeunesse étudiante, des syndicats, des organisations de paysans travailleurs (Krishok, Kishani Sabha...), du féminisme, des partis de la LDA ayant décidé

de rompre avec toutes les fractions de la bourgeoisie, etc.

Rupture de toutes les organisations ouvrières (syndicats, LDA) avec le gouvernement provisoire de la bourgeoisie et avec tous les partis bourgeois (AL, BNP, BJI...) ! Pour une confédération syndicale de tous les salariés !

Augmentation des salaires et réduction du temps de travail, indexation des salaires sur l'inflation, sécurité au travail ! Front international de solidarité de classe des syndicats de salariés de tous les pays qui travaillent dans la fabrication et la commercialisation de produits pour les grandes chaînes de distribution : Inditex, C&A, H&M, Primark, Walmart, etc.

Emprisonnement des patrons qui arment des nervis contre les grévistes ou dont les établissements et locaux sont dangereux ! Expropriation des grandes propriétés foncières ! Expropriation sans indemnisation des grandes entreprises nationales et étrangères (agricoles, industrielles, financières, commerciales, etc.) sous contrôle ouvrier ! Monopole d'État sur le commerce extérieur !

Crèches et garderies de qualité pour les enfants des travailleuses ! Égalité de salaire entre hommes et femmes qui travaillent ! Interdiction de l'exploitation des enfants !

Droit à l'instruction pour tous les enfants des deux sexes ! Enseignement public universel, laïc et gratuit à tous les niveaux, y compris universitaire !

Respect de la minorité hindoue ! Séparation de la religion et de l'État ! Interdiction des mariages forcés ! Sanction pénale des « crimes d'honneur » contre les femmes !

Des soins de santé publics universels, laïcs et gratuits ! Éducation sexuelle des jeunes, contraception gratuite, droit à l'avortement ! Égalité juridique complète des hommes et des femmes !

Comités des masses dans les entreprises, les quartiers, les universités, les villages, les régiments ! Droits démocratiques pour les conscrits ! Désarmement de l'armée professionnelle, des gardes paramilitaires, de la police, des services secrets et des milices fascistes ! Armement du peuple !

Gouvernement ouvrier et paysan désigné par le congrès national des comités élus ! Fédération socialiste du sous-continent indien ! États-Unis socialistes d'Asie !

12 août 2024

Collectif révolution permanente  
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)

# Les commémorations de la Commune de Paris

En 1971, il y a plusieurs commémorations concurrentes du centenaire de la Commune à Paris :

- 300 le 30 avril avec le PCMLF,
- 30 000 le 16 mai à l'appel de la LC et de LO, avec des délégations de la « 4<sup>e</sup> Internationale » pabliste (qui a explosé en 1979-1984). Pour les staliniens, c'est une « manifestation anti ouvrière » (*L'Humanité*, 17 mai 1971),
- 5 000 le 22 mai avec le PS, FO, la FEN, le Grand Orient de France, la Fédération anarchiste et l'AJS lambertiste (dont des dirigeants du POI d'aujourd'hui),
- 5 000 le 23 mai, avec la CFDT, le PSU, la GP-La Cause du peuple, l'AMR, Révolution,
- 60 000 le 24 mai, avec le PCF (qui exhibe le drapeau tricolore), la JC, la CGT, l'UNEF-Renouveau, les Amis de la Commune, la Convention des institutions républicaines (le parti bourgeois de Mitterrand).

En 2024, il y a moins de division... et moins de monde.

## Le 1<sup>er</sup> mai, le Grand-Orient de France ; le 25, les Amies et les amis de la Commune de Paris

Chaque 1<sup>er</sup> mai depuis 1971, le Grand Orient de France (GOF), la principale branche de la franc-maçonnerie française, celle où on retrouve tant de responsables de la Ligue des droits de l'homme et de la Libre pensée, Mélenchon et tant d'élus du PS, tant de bureaucrates de FO et de l'UNSA, célèbre la Commune à sa façon. La franc-maçonnerie prétend que le combat des Communards est le même que son « combat » occulte. *Hommage aux martyrs de la Commune de Paris... le combat, notre combat...* (Guillaume Trichard)

Cette année, le GOF le fait avec le maire (Général) du 20<sup>e</sup> arrondissement et célèbre spécialement... un ancien préfet de la 4<sup>e</sup> république ! La continuité invoquée est fallacieuse. En 1871, dans un premier temps la franc-maçonnerie paralysa les insurgés en posant à l'arbitre, comme les maires de Paris. Ensuite, ce qui restait de la franc-maçonnerie à Paris se rallia à la Commune, tandis que à l'échelle nationale elle approuvait le rétablissement de l'ordre bourgeois, la Grande Loge de France comme le GOF.

*Le Grand Maître du Grand Orient Babaud-Larivière condamné, le 29 mai 1871, l'attitude des maçons ou soi-disant tels qui se sont compromis avec une sédition qui a « épouvanté l'univers ».* (André Combes, « La franc-maçonnerie et la Commune de Paris », 2000)

Inutile de préciser que le Groupe marxiste internationaliste ne s'est pas associé à l'initiative du GOF.

*L'appartenance d'un nombre considérable de communistes français aux loges maçonniques est le témoignage le plus manifeste et le plus pitoyable que notre parti français a conservé, non seulement l'héritage psychologique de l'époque du réformisme, du parlementarisme et du patriotisme, mais aussi des liaisons tout à fait concrètes avec les institutions secrètes, politiques et carriéristes de la bourgeoisie radicale.* (4<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, « Résolution sur la question française », décembre 1922)

Par contre, il était présent lors de l'hommage du mouvement ouvrier au destin tragique des 147 derniers Communards qui furent exécutés au cimetière du Père Lachaise le 28 mai 1871 par l'armée versaillaise avant d'être enterrés dans une fosse commune. La traditionnelle montée au mur des Fédérés organisée par l'association les Amies et les amis de la Commune (AAP, liée au PCF) a cette année le soutien de la LP (liée au POI), de la CGT, de Solidaires, FSU 75, de la CNT, de LFI, du PCF, du NPA-AC, de Révolution, de l'UCL, de la FA.

Mais le mouvement ouvrier français est aux mains du réformisme, flanqué du centrisme. Les faussaires s'en sont donc donné à cœur joie.

## La Commune, une « contresociété » en défense des « biens communs » ?

Selon Robin, le premier intervenant, « *la démocratie communarde était celle de la libre pensée* », les Communards auraient fondé la « *République démocratique, laïque, universelle et sociale* », pour « *instaurer une contresociété* » allant « *vers un horizon d'émancipation humaine* ».

Ces phrases creuses sont dignes du Parti radical et du Grand Orient de France qui héritèrent de la 3<sup>e</sup> République et continuèrent à développer le capitalisme français et la colonisation tout en parlant de république, de libre pensée et d'émancipation humains.

De la « contresociété » en général à la contresociété de type ZAD en particulier, il n'y a qu'un pas. En jouant sur les mots (« commune », « communs »), Robin assimile sans vergogne le peuple de Paris de 1870-1871 aux minorités zadistes contemporaines. Il ramène la lutte historique pour l'émancipation sociale à la simple protection de « biens communs ».

*Alors que le péril écologique se fait toujours plus ressentir, des mouvements s'emparent de plus en plus de la « forme Commune ». Hier Paris était une zone à défendre, aujourd'hui les zones à défendre le sont aussi pour le vivant. Hommage à celles et ceux qui protègent les communs !*

La notion de « biens communs », liée aux « externalités » de l'économie néoclassique, vient d'Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie en 2009. Pour l'économiste bourgeoise comme pour les réformistes actuels, il ne s'agit surtout pas d'exproprier les capitalistes ni de socialiser les grands moyens de production. Il suffirait de préserver le caractère collectif de quelques biens : par exemple l'eau, souvent citée, mais aussi la « défense nationale », c'est-à-dire des armées du type de celle qui a écrasé la Commune de 1871.

La Commune, à cause du poids des artisans par rapport aux salariés, de l'influence des républicains bavards et des proudhoniens arriérés, a été plus d'une fois divisée et impotente. Mais une chose est certaine : les héros de 1871 ne jouaient pas à instaurer « une contresociété » à côté de celle des possédants, des exploités et des réactionnaires. Ils ne visaient pas à coexister avec Versailles, ils voulaient généraliser la commune à toute la France. Ils jetaient les bases d'une nouvelle société, pour remplacer le vieux monde.

*Le véritable secret de la Commune, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des exploités, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail. Sans cette dernière condition, la Constitution communale eût été une impossibilité et un leurre.* (Association in-

ternationale des travailleurs, *La Guerre civile en France*, 1871)

## La république bourgeoise, héritière de la Commune ?

Ensuite, Caroline Viau (responsable de l'UD CGT 94 qui a donné le 9 février 2023 une entrevue à l'hebdomadaire du POI) et Michel Sidoroff (président de la Libre Pensée 75) veulent faire avaler aux travailleurs et aux jeunes que la 3<sup>e</sup> République, née de l'écrasement de la Commune de Paris, a repris son programme et que, jusqu'à des « politiques de ces dernières années », la justice, la police et l'armée étaient aux mains du peuple.

*La liste des mesures démocratiques et sociales de la Commune est considérable. Si certaines d'entre elles, comme la séparation des Églises et de l'État, l'école publique, furent mises en oeuvre sous la Troisième République, les politiques réactionnaires de ces dernières années nous obligent à revenir vers ce programme incarné par la Commune, qu'il s'agisse de la propriété de l'appareil de production et de la nature même de l'État : justice, armée, police, dépendantes d'un pouvoir exercé par le peuple et ses délégués.*

En réalité, la 3<sup>e</sup> République, bien que le Parti radical ait pris quelques mesures progressistes contre l'Église catholique qui soutenait ses adversaires monar-



chistes, n'a jamais coupé les liens avec les religions (voir Benoît Mély, *De la séparation des Églises et de l'école*, 2004).

*L'incessante guérilla menée contre la prêtraille est, pour les républicains bourgeois, un des moyens de détourner l'attention des classes laborieuses... On la mène de façon à n'atteindre jamais le but.* (Rosa Luxemburg, « Anticléricalisme et socialisme », mai 1905)

En outre, la 5<sup>e</sup> République a, dès sa naissance, financé les établissements de l'Église catholique.

Quant à prétendre que « le peuple exerçait le pouvoir », que « la justice, l'armée et la police » dépendaient du pouvoir du peuple, c'est une contrevérité. Que ce soit sous la 3<sup>e</sup> République, le régime de Vichy, la 4<sup>e</sup> République ou la 5<sup>e</sup> République, la bourgeoisie française contrôlait l'État.

*La république apparaît en Europe comme ce qu'elle est réellement en Amérique, comme la forme la plus accomplie de la domination de la bourgeoisie.* (Friedrich Engels, « La république en Espagne », 1<sup>er</sup> mars 1873)

L'appareil répressif de l'État bourgeois a servi en permanence, durant plus de 150 ans, contre la classe ouvrière et le mouvement ouvrier, contre les peuples opprimés des colonies et les immigrés.

Par conséquent, il ne suffira pas de changer de gouvernement, de « changer de politique » pour mettre fin à l'exploitation, à l'oppression et à la répression, contrairement à ce que les francs-maçons et les réformistes prétendent. L'ont prouvé le Front populaire en 1936, le gouvernement provisoire en 1945, l'Union de la gauche en 1981, etc.

*La république, comme tout autre forme de gouvernement, est déterminée par ce qu'elle contient... elle nous est tout aussi hostile... C'est donc une illusion de lui confier des tâches socialistes.* (Friedrich Engels, « Lettre à Paul Lafargue », 6 mars 1894)

Les mystificateurs de « la république », ceux qui font voter pour Macron et les candidats LR pour « sauver la république », n'ont aucune intention de collectiviser « l'appareil de production » ni d'instaurer le pouvoir des travailleurs.

Alors que la Commune, elle, a montré la voie. Concernant les travailleurs venus de l'étranger, les organisateurs du 25 mai devraient s'inspirer de la Commune.

*Le drapeau de la commune est celui de la République universelle ; toute cité a le droit de donner le titre de citoyen aux étrangers qui la servent... (Assemblée communale, « Rapport », 30 mars 1871)*

## Les Communards, des crétins pacifistes ?

Ensuite, Viau et Sidoroff décrivent « une aspiration à la Commune universelle, garante de paix et de prospérité des peuples, débarrassés des exploiters fauteurs de guerres ».

*En imposant nos revendications contre l'économie de guerre, nous défendrons la paix dont les peuples, frères face à l'exploitation, ont le besoin le plus urgent. Solidaires des autres peuples contre la guerre sociale que le capital nous livre, nous nous préparons à récupérer nos conquêtes sociales spoliées, nos libertés gravement atteintes pour trouver le bonheur auquel nous avons droit.*

Comment faire pour « trouver le bonheur », pour « défendre la paix », pour en finir avec « l'économie de guerre » ? La Commune a donné la réponse. En dissolvant la police et l'armée de métier, en les remplaçant par le peuple en armes.

*Suppression de la préfecture de police. Surveillance de la cité organisée par la garde nationale placée sous les ordres de la Commune. Suppression de l'armée permanente.* (Comité central des 20 arrondissements, « Manifeste », 27 mars 1871)

Cette leçon n'a pas été perdue par le Parti bolchevik, ce qui a permis la victoire de la révolution russe en 1917. En dépit du rideau de fumée du parlementarisme et du réformisme, il faut suivre l'exemple de la Commune de 1871 (désarmer les corps de répression bourgeois et s'armer, élire des représentants révocables ne touchant pas plus que les autres travailleurs) et celui de la révolution d'Octobre 1917 (s'armer, former des soviets à l'échelle de tout le pays, se doter d'un parti ouvrier révolutionnaire).

*Les lutteurs de 1871 ne manquaient pas d'héroïsme. Ce qui leur manquait, c'était la clarté dans la méthode et une organisation dirigeante centralisée. C'est pourquoi ils ont été vaincus. La prochaine fois, l'action sera plus ferme, plus concentrée. Les héritiers de Thiers auront à payer la dette historique, intégralement.* (Léon Trotsky, « Les leçons de la Commune », 4 février 1921)

20 août 2024



CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE N° 25

# ABC du marxisme : constitution

Dans le mode de production capitaliste, malgré l'égalité juridique de tous les contractants, la production est dominée par le capital : d'un côté, les capitalistes disposent des moyens de produire ; de l'autre, les salariés qui n'en disposent pas, sont contraints de travailler pour les premiers, sous leur autorité. L'État sert à préserver l'exploitation, et plus généralement, à reproduire l'ensemble des rapports sociaux. Pour cela, il fixe les règles (le droit), il dispose d'un appareil répressif, administratif, fiscal (il faut le financer).

Comment légitimer l'État aux yeux des classes exploitées et subalternes ? Comment répartir ses fonctions ? Qui doit le diriger ? Comment concilier les conflits d'intérêt inévitables entre les différentes fractions de la classe exploiteuse ? La constitution est l'ensemble des règles qui encadrent un État bourgeois. Elles ont deux sources : une loi fondamentale (« la Constitution »), la coutume étatique (la « pratique constitutionnelle »).

Toute constitution prétend donc définir les rapports entre : 1. l'État et « la nation » ou « le peuple » ; 2. les organes centraux et ceux des subdivisions territoriales ; les organes qui dirigent effectivement l'État (pouvoir exécutif), ceux qui adoptent les lois et le budget (pouvoir législatif), ceux qui font respecter le droit (pouvoir judiciaire).

Même une constitution écrite n'est pas immuable. Par exemple, il y a eu 25 amendements depuis 1958 à la Constitution de la 5<sup>e</sup> République. Le respect de la constitution est souvent confié à un organisme spécial de l'État bourgeois (en France, le Conseil constitutionnel).

Le capitalisme tend, durant sa phase ascendante, à supplanter les monarchies absolues par des régimes parlementaires élus au suffrage masculin et censitaire. Le parlement est au 19<sup>e</sup> siècle le lieu où les différentes fractions des classes dominantes (aristocratie en Europe, grands propriétaires fonciers en Amérique, bourgeoisie industrielle, bourgeoisie bancaire, bourgeoisie commerciale...) discutent de leurs affaires communes et prennent leurs décisions selon une procédure démocratique réservée à l'élite. Les partis politiques sont encore peu structurés. La faiblesse d'un tel régime est sa faible légitimité. Le mécontentement des classes populaires est détourné par des tentatives de coup d'État césariste-bonapartiste (Napoléon Bonaparte, Louis Bonaparte, Boulanger) ou débouche sur des crises révolutionnaires (1848, 1871).

Quand le capitalisme est bien installé, la contradiction constitutionnelle s'aggrave. Sous la pression des masses populaires, la bourgeoisie accorde le suffrage universel aux hommes puis l'étend aux femmes. La classe ouvrière peut alors croire, à tort, accéder au pouvoir. Les partis bourgeois gagnent en importance politique et deviennent des machines électorales pour duper la

classe ouvrière et les classes intermédiaires ou petites-bourgeoises. La contrepartie du suffrage universel est alors un déplacement du pouvoir effectif, du parlement au gouvernement et à la bureaucratie d'État non élue. L'appareil d'espionnage, d'intimidation et de répression de l'État enfle et son coût aussi.

Parfois, même dans les pays impérialistes, le régime perd ses oripeaux parlementaires : ainsi l'État français est devenu fasciste en 1940 quand la majorité de la bourgeoisie s'est vengée de la peur éprouvée devant la grève générale en 1936 et quand son armée s'est effondrée face à celle de sa rivale allemande. En 1943, quand la révolution italienne a renversé le fascisme, quand l'armée allemande a reculé devant celle de l'URSS et des États-Unis, quand le peuple s'est armé, il a fallu à la bourgeoisie française, en s'appuyant sur les partis réformistes (PS, PCF) restaurer le parlementarisme et faire des concessions sociales. En 1958, face à la lutte nationale du peuple algérien et à un coup de l'armée impérialiste,

la majorité de la bourgeoisie s'est résignée à confier son destin à un bonaparte. Mais comme le général de Gaulle a résolu de reconnaître l'indépendance de l'Algérie, il a été confronté à un nouveau coup militaire, cette fois-ci hostile, et a dû s'appuyer, pour le vaincre, sur les chefs du mouvement ouvrier. Par conséquent, de Gaulle a instauré un régime présidentiel et non un régime d'exception. Vu l'affaiblissement du parlement, la 5<sup>e</sup> République a complété avec des organes consultatifs du type CESE, COR, CESR, etc.

La classe ouvrière n'est pas indifférente aux constitutions et aux formes de régime, parce qu'elle a besoin des libertés démocratiques et de l'unité de

ses rangs. Les travailleurs conscients se battent donc pour défendre les libertés durement acquises, mais aussi pour l'indépendance de la Kanaky et le droit à l'avortement. Ils veulent en finir avec la présidence, le Sénat, le Conseil constitutionnel... Ils s'opposent à toute discrimination des travailleurs étrangers, à la discrimination des homosexuels. Évidemment, ils sont les adversaires les plus résolus du parti raciste qui veut diminuer les droits d'une partie de la classe ouvrière et des groupes fascistes qui veulent détruire le mouvement ouvrier.

Mais les communistes savent, par toute l'expérience nationale et mondiale, que les travailleurs ne s'émanciperont pas dans le cadre de l'État bourgeois, même s'il arbore une façade un peu plus parlementaire. Par conséquent, notre but n'est ni une assemblée constituante, ni une 6<sup>e</sup> République bourgeoise. La classe ouvrière doit s'armer, s'organiser en conseils avec tous les exploités et tous les opprimés, anéantir la suprématie idéologique, économique et politique de la minorité exploiteuse, détruire l'État bourgeois, renverser le capitalisme, avancer vers le socialisme mondial. Notre future constitution s'inspirera de la glorieuse Commune de 1871 et des soviets de 1917 !

